

L'informatisation de la société

DERGUINI AREZKI

A propos de l'obligation de déclaration de patrimoine !

CHERIF ALI



Réflexion sur une littérature engagée : entre émancipation et compromission

ABDERREZAK BOUCHAMA

Livres : Gaza-Palestine, notre combat !

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

«Dévoiler les couleurs de l'économie»

BOUTALEB KOUIDER

AVANCÉES SCIENTIFIQUES ENTRE USAGES PACIFIQUES, MILITARISATION ET ÉTHIQUE

Exemple du génie nucléaire

MUSTAPHA BENMOUNA



Liban

Un cessez-le-feu «qui met fin aux illusions de Netanyahu»

Mercredi, 418^e jour de l'agression contre Ghaza, le nombre de victimes de la barbarie israélienne s'est élevé à 44.282 martyrs et 104.880 blessés, a indiqué, hier, le ministère de la Santé de l'enclave assiégée. La même source a fait état également d'un bilan de 33 martyrs et de 134 blessés dans les 3 massacres enregistrés lors des précédentes 24 heures.

Mohamed Mehdi

Le Bureau des médias du gouvernement de Ghaza a annoncé hier «le martyr du journaliste Alaa Fawzi Barhoum qui travaille comme rédacteur auprès de plusieurs organes médiatiques». La même source a indiqué que le nombre de journalistes martyrs à Ghaza s'élève à 190 hommes et femmes des médias, depuis le début de la guerre génocidaire sioniste contre l'enclave assiégée.

Concernant la situation humanitaire à Ghaza et particulièrement les gouvernorats du nord, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a confirmé, mercredi, que toutes les tentatives des Nations Unies pour atteindre cette partie de l'enclave ont échoué.

«Entre le 1^{er} et le 25 novembre, sur 456 mouvements d'aide planifiés à travers la bande de Ghaza et coordonnés avec les autorités israéliennes, 40% (184) ont été facilités, 35% (158) ont été refusés, 16% (73) ont été entravés, et alors que 9% (41) ont été annulés en raison de problèmes logistiques et de sécurité», écrit un rapport de l'OCHA publié mardi dernier. Concernant le nord de l'enclave, le document ajoute que «sur les 99 mouvements d'aide nécessaires pour passer par les points de contrôle d'Al Rashid ou de Salah ad-Din, contrôlés par l'armée israélienne, pour atteindre les zones au nord de Wadi Ghaza, seuls 25% (25) ont été facilités par les autorités israéliennes, 25% (25) ont été entravés par les autorités israéliennes, 40% (40) ont été refusés, et 9% (9) ont été annulés». OCHA signale que «les missions d'aide dans le gouvernorat du nord de Gaza ont été particulièrement perturbées», notamment celles qui «cherchaient à atteindre Jabalya, Beit Lahia et Beit Hanoun».

A propos des zones assiégées dans le nord de Ghaza, le document de l'OCHA affirme que l'ONU a tenté à 41 reprises, entre le 1^{er} et le 25 novembre, d'atteindre ces zones. «Trente-sept de ces tentatives ont été catégoriquement refusées, tandis que quatre ont été initialement approuvées, mais ont ensuite été gravement entravées sur le terrain, de sorte que l'aide n'a pas pu être apportée aux personnes coincées dans la zone assiégée».

Au sud de Ghaza, la situation n'est pas meilleure. «Les missions d'aide coordonnées dans les zones du gouvernorat de Rafah, où se déroule une opération militaire israélienne depuis début mai, ont été confrontées à des défis similaires», lit-on dans le document. Il est expliqué que «24 des 28

demandes coordonnées soumises aux autorités israéliennes pour accéder au gouvernorat de Rafah ont été catégoriquement refusées, une a été annulée, une a été entravée et deux ont été facilitées». «Cela exclut 63 mouvements coordonnés vers le point de passage de Kerem Shalom, dont 67% (42) ont été facilités, 17% (11) ont été entravés et 16% (10) ont été annulés», rapporte encore le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires.

30 MARTYRS DANS LE NORD DE LA BANDE DE GHAZA EN UNE JOURNÉE

L'armée sioniste continue d'assiéger, depuis 54 jours, les régions nord de Ghaza, et plus particulièrement les zones de Beit Lahia, Beit Hanoun et Jabaliya, tout en procédant à des déplacements de populations et des bombardements visant aussi bien les maisons, les écoles, et les établissements de santé que les habitations abandonnées sous la menace.

Des sources médicales ont rapporté à Al Jazeera que depuis l'aube à la mi-journée de mercredi, pas moins de 30 Palestiniens sont tombés en martyrs dans les bombardements et raids israéliens sur des zones nord de Ghaza.

Le correspondant d'Al Jazeera a confirmé, en début de matinée, que les forces d'occupation ont forcé les personnes déplacées dans une école du projet Beit Lahia à partir, soulignant que 3 Palestiniens sont tombés en martyrs dans un bombardement israélien visant la porte de l'hôpital Kamal Adwan.

A la mi-journée, des maisons situées à proximité de l'hôpital Kamal Adwan ont été également bombardées. L'attaque a fait plusieurs martyrs et blessés. Vers 14h (localement), le porte-parole de la Protection civile de Ghaza a déclaré à Al Jazeera que les familles des personnes piégées dans le nord de la bande de Ghaza ont lancé des appels au secours.

Dans le centre de Ghaza, un correspondant d'Al Jazeera a confirmé le martyr de 4 personnes et de 10 autres blessées, suite à un bombardement sur le quartier de al-Shujaiya dans la ville de Ghaza. Quelques heures plus tard, le journaliste a rapporté un bilan de 12 martyrs et plusieurs blessés dans un bombardement israélien visant l'école Al-Taba'een dans le quartier d'Al-Daraj, au centre de la ville de Ghaza. Au sud de l'enclave, en plus des destructions de nombreux carrés résidentiels à Rafah, un bombardement de l'armée israélienne sur la zone d'Al-Qarara, au nord-est de la ville de Khan Younes, a fait 2 martyrs et des blessés.



ANALYSE

El-Houari Dilmî

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a encore une fois souligné, mardi, l'importance stratégique

du secteur agricole dans le renforcement de la sécurité alimentaire et la réalisation d'un développement durable, saluant le rôle des agriculteurs dans le processus de construction nationale. En tête des priorités de son programme pour le second mandat, le chef de l'Etat a réaffirmé que «l'Algérie fait de la sécurité alimentaire un enjeu stratégique dans un monde où l'alimentation devient une arme puissante, (...) au moment où de nombreux pays font face à des pénuries sévères de denrées de base».

Intervenant à l'occasion de la célébration du 50^{ème} anniversaire de la fondation de l'Union nationale des agriculteurs algériens (UNPA), le président a évoqué, un ensemble de décisions et mesures prises pour développer le secteur agricole, notamment, en ce qui concerne l'augmentation des prix d'achat des céréales et légumineuses pour soutenir les agriculteurs, une hausse de 50 % des subventions sur les engrais afin de compenser la flambée des prix à l'échelle mondiale ou encore le raccordement de dizaines de milliers d'exploitations agricoles

La locomotive de l'économie du pays

au réseau électrique. Tebboune s'est dit convaincu que l'Algérie est «un pays capable de réaliser l'autosuffisance alimentaire» et de se hisser parmi les nations les plus performantes dans le domaine agricole. Ordonnant au gouvernement de solutionner le problème du foncier agricole avant fin 2025, le président de la République a décidé de mesures qui visent à encourager les jeunes spécialisés dans l'agriculture à investir pour atteindre l'autosuffisance, particulièrement dans les cultures stratégiques comme le blé dur, le maïs et l'orge. L'Indice mondial de sécurité alimentaire (GFSI), classe l'Algérie, ces dernières années, en tête de liste des pays africains, un acquis qu'il faut absolument préserver et surtout pérenniser.

L'Algérie a enregistré une tendance haussière en matière de sécurité alimentaire, depuis 2012, améliorant ainsi son classement de la 70^{ème} place, en 2019 à la 58^{ème}, en 2020, puis à la 54^{ème}, en 2021. Selon le GFSI (Global Food Safety Initiative), l'Algérie est mieux lotie en matière de sécurité alimentaire, à partir de critères comme la disponibilité, la qualité et la sécurité sanitaire des aliments, les ressources naturelles et la résilience.

NAJIB MIKATI: «NOUS PLAÇONS L'ESPOIR SUR L'ARMÉE POUR RÉTABLIR LA SÉCURITÉ DANS LE SUD»

Le Premier ministre libanais Najib Mikati a déclaré, dans un discours prononcé mercredi, lors de la réunion du gouvernement, organisée quelques heures après l'entrée en vigueur de l'accord de cessez-le-feu entre le Liban et l'entité sioniste, que le pays entame «le processus de restauration de ce qui a été détruit et nous plaçons l'espoir dans l'armée pour rétablir la sécurité dans le sud».

«Nous avons affirmé l'engagement du gouvernement à mettre en œuvre la résolution 1701 du Conseil de sécurité dans toutes ses dispositions», a indiqué Mikati, assurant que : «Nous adhérons à la souveraineté du Liban sur l'ensemble de son territoire». «Nous sommes pleinement convaincus que demain sera meilleur pour le Liban, à condition de mettre nos divergences de côté. L'armée libanaise accomplit son travail dans les circonstances les plus difficiles», ajouta Mikati, rappelant le martyr de 46 soldats et de plusieurs autres blessés, avant d'émettre le souhait que

«les prochains jours mèneront à l'élection d'un président et à l'achèvement des institutions constitutionnelles».

De son côté, le président du Parlement libanais, Nabih Berri, a déclaré dans un discours que «le pays a réussi à contrecarrer les effets de l'agression israélienne» et que la «guerre a montré le vrai visage du Liban en termes de cohésion et d'unité nationales», insistant lui aussi que le «besoin cruel de l'unité nationale de tout le peuple». «Nous tournons la page d'un moment historique qui a été le plus dangereux pour le Liban et qui a menacé son peuple et son histoire», a ajouté Nabih Berri qui a appelé «toutes les factions et forces politiques à garder le Liban plus fort et plus uni». Berri appelle également à «l'élection rapide d'un président de la république». «Ce moment est un test pour tous les Libanais, de toutes confessions, pour sauver leur pays et protéger ses institutions constitutionnelles», tout en appelant les déplacés du Sud à «retourner sur leurs terres et leurs habitations, même si elles ne sont plus que des décombres».

Par ailleurs, l'Autorité palestinienne a salué l'annonce de l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu au Liban, ex-

primant son espoir que cette mesure contribuerait à mettre fin à la violence et à l'instabilité dans la région. Elle a également souligné la nécessité d'accélérer la mise en œuvre de la résolution du Conseil de sécurité sur un cessez-le-feu dans la bande de Ghaza.

De son côté, le Mouvement de la Résistance islamique (Hamas) a salué dans un communiqué le rôle central joué par la Résistance islamique au Liban en soutien à la bande de Ghaza et à la résistance palestinienne. Ajoutant que l'acceptation par Israël de l'accord (de cessez-le-feu) avec le Liban sans accomplir ses objectifs annoncés, est «une étape importante qui met fin aux illusions de Benjamin Netanyahu de changer la carte du Moyen-Orient».

Pour le Hamas, l'accord «n'aurait pas été possible sans la fermeté de la résistance et le soutien populaire dont elle bénéficie». Le mouvement a également déclaré qu'il s'engageait à coopérer à tout effort de cessez-le-feu dans la bande de Ghaza dont les déterminants sont «un cessez-le-feu définitif, le retrait de l'occupation de l'ensemble de l'enclave, le retour des déplacés, et un véritable accord d'échange de prisonniers».

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction

63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com

publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion: Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone** : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax** : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien

Le message de Tebboune

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, mercredi, un message à la veille de la célébration de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien (29 novembre), lu en son nom par le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, M. Laïd Rebiga, lors d'une cérémonie organisée mercredi à Alger. En voici la traduction APS :

"La célébration de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien intervient cette année dans une conjoncture particulière, marquée par l'agression brutale de l'occupation israélienne contre le peuple palestinien sans défense, particulièrement dans la bande de Ghaza, une agression qui a entamé sa deuxième année face à l'infâme incapacité internationale à mettre fin à ses conséquences atroces à travers lesquelles l'occupant israélien piétine toutes les chartes et règles.

Malgré les souffrances incommensurables et les épreuves accablantes qu'il endure, le peuple palestinien frère, à l'instar des peuples révoltés en quête de liberté, écrit son propre miracle. Refusant de se résigner au fait accompli, il clame ses droits depuis les géoles, les montagnes, les décombres et les entrailles de la terre et continue de résister au blocus, à la famine, aux bombardements et aux sévices, avec patience et dignité, armé de sa foi inébranlable en la justesse de sa cause et en la légitimité de ses revendications.

Devant l'ampleur de ces sacrifices, nous ne pouvons que nous incliner avec déférence et admiration devant ce peuple combattant qui mérite un soulèvement décisif de l'ensemble de la communauté internationale pour le soustraire aux plans de génocide que l'occupant, avec toute sa tyrannie, met en œuvre aujourd'hui à Ghaza.

En tant que partisans d'une paix juste, il nous incombe d'unir nos efforts, de rassembler nos forces et de nous montrer plus déterminés que jamais pour permettre au peuple palestinien d'accéder à la réalité espérée, pleinement garantie par les lois et la légalité internationale, une réalité inaliénable et imprescriptible, tel que décrété par la Cour internationale de justice (CIJ) dans son avis rendu le 19 juillet 2024 et approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution ES-10/24.

Le coût du silence et de l'inaction face à la tragédie palestinienne qui se déroule devant nous est exorbitant, et il le sera davantage encore demain. L'incapacité de la communauté internationale à imposer les décisions de la légalité internationale à l'occupant israélien

ne menace pas uniquement les bases d'un ordre international conçu par de sages fondateurs et consolidé par les générations successives, mais contribue aussi à l'avènement d'un ordre anarchique entièrement soumis à la logique de la force et annihilant toute forme de justice et de droit.

Dans cette sinistre et dangereuse conjoncture, l'Algérie réaffirme son soutien constant et indéfectible au peuple palestinien dans sa lutte légitime pour arracher son droit à l'autodétermination et à l'établissement de son Etat indépendant et souverain sur les frontières du 4 juin 1967 avec El Qods pour capitale, conformément aux décisions de la légalité internationale.

Mon pays insiste également sur l'impératif de demander des comptes à l'occupant pour les crimes de génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité qu'il continue de commettre contre le peuple palestinien. De même qu'il réaffirme son rejet et sa vive condamnation de toute tentative désespérée de liquider la cause palestinienne, à travers l'exode forcé et la modification du statut historique et juridique de la ville d'El Qods avec tous ses symboles sacrés musulmans et chrétiens.

L'Algérie continuera, en tant que membre du Conseil de sécurité, à défendre haut et fort sa position en parfait accord avec ses principes constants et ses engagements vis-à-vis de la Charte des Nations Unies.

Alors que le monde plaide unanimement en faveur de la solution à deux Etats, il n'y a pas d'autre alternative que de permettre l'admission de la Palestine comme Etat membre de plein droit des Nations Unies et de barrer la route définitivement aux extrémistes qui déniaient aux Palestiniens leurs droits existentiels et nationaux.

Il convient ici de saluer la tendance actuelle croissante vers la reconnaissance internationale de l'Etat de Palestine et d'encourager les pays qui ne l'ont pas encore fait, à se joindre à cet élan et à adhérer au processus visant à asseoir une paix juste.

La stabilité et la sécurité au Moyen-Orient sont étroitement liées au règlement de la question palestinienne, qui passe par la fin de l'occupation, origine du mal et de la violence, et le recouvrement par le peuple palestinien de ses droits inaliénables.

Faisons de cette Journée de solidarité une halte pour réaffirmer notre engagement et notre détermination à concrétiser la solution légale et juste à cette cause, car, fort de l'unité de notre soutien, le peuple palestinien pourra s'épanouir sur cette même terre que l'occupant s'acharne à brûler".

ment de gaz d'Alrar, de la région de production Stah, wilaya d'Illizi", a fait savoir la même source.

"Tous les moyens ont été déployés pour la maîtrise de cet incendie", précise le communiqué, ajoutant que le plan d'assistance mutuelle PAM de la région de production d'In Amenas a été activé.

"Une investigation sera menée pour déterminer les causes de cet incident", souligne le groupe public.

Forum de l'Alliance des civilisations des Nations Unies Attaf appelle à des initiatives audacieuses

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a appelé, mardi depuis le Portugal, à œuvrer à l'élaboration d'initiatives «concrètes et audacieuses» au service du «multilatéralisme» qui traverse crise après crise.

Dans le cadre de sa participation, à Cascais (Portugal), à la 10e réunion ministérielle du Forum de l'Alliance des civilisations des Nations Unies (UNAOC), chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, M. Attaf a affirmé que le monde vit aujourd'hui au rythme de «mutations d'une extrême gravité qui menacent de désintégrer le système des règles régissant les relations internationales contemporaines, et d'imposer la logique du recours à la force et de son usage excessif comme une réalité incontournable dans plusieurs régions de notre planète, et préparent la voie à la consécration de l'unilatéralisme et du repli sur soi comme méthode pour obtenir des acquis conjoncturels et faire face

aux évolutions extérieures». Le ministre a cité à titre d'exemple «les crimes de génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité perpétrés par l'occupation sioniste contre les Palestiniens et les Libanais». «Idem pour les autres pays voisins de la Palestine qui sont également victimes de l'arrogance et de l'escalade tous azimuts de l'occupant sioniste», a-t-il ajouté.

Le ministre a souligné que ces mutations «confirment, une fois de plus, que le monde ne connaît pas de conflit des civilisations, comme certains veulent le faire croire». «Ce à quoi nous assistons est une lutte d'influence illégitime, une lutte pour l'hégémonie des puissants sur les faibles, mais aussi une lutte pour s'approprier les droits d'autrui et étouffer ses aspirations légitimes», a-t-il expliqué.

«Alors que nous célébrons aujourd'hui la création, il y a deux décennies, de notre Forum, il nous incombe d'œuvrer à mettre en place des initiatives concrètes et audacieuses qui puissent, d'abord, ap-

puyer l'ONU, au moment où certains veulent l'affaiblir et marginaliser son rôle vital, et, ensuite, servir le multilatéralisme, qui traverse crise après crise visant à le saper et à réduire son efficacité», a soutenu le ministre.

De telles initiatives doivent aussi contribuer à faire respecter «le droit international, qui fait l'objet de violations systématiques par certaines parties qui veulent se placer au-dessus de la légalité internationale», a-t-il poursuivi.

Ces initiatives doivent, enfin, permettre à la communauté internationale de «s'acquitter de ses devoirs de manière effective dans l'imposition de sanctions à quiconque oserait la faire chanter», a ajouté le ministre.

«Nous sommes convaincus que la spirale de conflits que connaît le monde d'aujourd'hui ne sera pas une fatalité inéluctable s'il existe une volonté sincère de la surmonter. Et la sagesse africaine nous rappelle que l'homme est capable du meilleur comme du pire», a-t-il conclu.



Amine Bouali

Le vieil homme qui vendait des dentiers

Dans un village de l'arrière-pays, un vieil homme se levait chaque matin pour aller travailler. Sur la place du marché, il s'installait dans un petit coin près de la mosquée puis sortait d'un cabas sa marchandise qu'il alignait ensuite soigneusement sur une natte en osier presque aussi élimée que lui. Âami Salah a exercé trente-six métiers, vécu trente-six misères.

Il a été successivement artisan-cordonnier, maçon, rempailleur de chaises datant de l'époque coloniale, garçon de café. Il lui est même arrivé de proposer à la vente des lin-couls en toile immaculée, notamment durant les périodes de grande épidémie. Mais depuis quelque temps, Âami Salah vend des dentiers, il en possède bien une cinquantaine dont personne n'arrive à déterminer exactement la provenance, et chaque jour que Dieu fait, sauf les vendredis, il vient au mar-

ché avec son étrange cargaison et attend patiemment, sous un soleil de plomb ou sous la pluie, un improbable client.

Âami Salah n'a aucun doute sur la rentabilité de son nouveau commerce et croit dur comme fer qu'il parviendra à écouler tout son stock de dentiers avant la fin de l'année. À tous ceux qui lui disent de changer d'activité et qu'il n'existe pas une chance sur un million pour que l'un de ses dentiers fasse l'affaire d'un édenté de la région, il rigole puis répond qu'il a tout le temps et qu'avec l'aide de Dieu, il trouvera bien des acquéreurs. La morale de cette histoire est toute simple, surtout à une époque où beaucoup de gens veulent «arriver» très vite et à tout prix : «Quand on vient de si loin, on n'est pas pressé» ! Imperturbable, sans se décourager, Âami Salah continue chaque matin à proposer ses dentiers aux chaland.

Programme ferroviaire national Des entreprises égyptiennes intéressées

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhoukh, a reçu l'ambassadeur de la République d'Egypte en Algérie, Mokhtar Gamil Tawfik Warida, qui a fait état de la volonté de certaines entreprises égyptiennes, notamment «Arab Contractors», de participer au programme d'investissements publics dans le domaine ferroviaire, indique, mercredi un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée en présence de cadres centraux du ministère et du directeur général de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) et du Président-directeur général du groupe public de construction ferroviaire, le ministre a passé en revue l'expérience algérienne en matière de réalisation des infrastructures et des installations de base, notamment les voies ferrées, à tra-

vers la concrétisation du programme national d'investissement ferroviaire et de transport guidé.

De son côté, l'ambassadeur égyptien, qui était accompagné d'une délégation de responsables de l'entreprise «Arab Contractors», a salué l'expérience algérienne en matière de réalisation des mégaprojets d'infrastructures (projets d'infrastructures de grande envergure), notamment celui du développement du réseau ferroviaire et du transport guidé, exprimant la volonté des entreprises égyptiennes à investir dans ces projets.

Il a mis l'accent également sur l'importance de développer ce partenariat par la création d'un groupe de sociétés de réalisation algéro-égyptiennes pour décrocher des transactions et réaliser des projets communs dans le domaine des infrastructures de base en dehors des deux pays, indique le communiqué.

Lors de cette rencontre, les deux parties ont souligné «l'importance

de promouvoir les perspectives de coopération lors de la prochaine phase, de renforcer les investissements communs et d'établir des partenariats économiques bilatéraux dans le secteur, vu les expertises et les capacités remarquables dont disposent les deux pays».

Il a été convenu également d'échanger les expertises et expériences en matière de réalisation de projets ferroviaires et de transport guidé, en assurant la formation des ingénieurs et des cadres dans ces deux domaines à travers des échanges de visites entre les parties concernées».

Lors de cette rencontre qui fait suite à la visite effectuée par le Président de la République en octobre dernier en Egypte, les deux parties ont salué «le niveau des relations historiques et ancrées entre les deux pays et leur volonté d'élargir la coopération dans le secteur des travaux publics et des infrastructures», conclut le communiqué.

L'informatisation de la société

Par Derguini Arezki

Devant les mêmes situations, les mêmes problèmes, les réponses peuvent être automatisées. Lorsque des situations inédites émergent, l'intelligence doit innover. Dans un monde de plus en plus incertain, les réponses doivent être rapides ; sans automatisations de l'automatisable, le domaine de l'incertain s'élargit et les mauvaises réponses se multiplient.

L'automatisation ou informatisation de la société conforte dans la société la base d'un ordre social et une économie d'énergie. Les règles sociales qui bénéficient de la confiance sociale établissent un ordre automatique, les comportements individuels et les rapports sociaux n'ont plus besoin alors d'être réfléchis, ils deviennent automatiques, les comportements s'agrègent aisément et deviennent pour une part prévisible, l'activité est régulée jusqu'à un certain point, la part de l'incertitude est circonscrite. Le connu et l'inconnu étant départis, la société peut départager l'énergie qu'elle leur consacre.

Les règles sans la confiance sociale ne peuvent fabriquer des comportements automatiques. Les mœurs et les habitudes inscrivent la règle dans les comportements. La règle n'a qu'une importance abstraite. C'est son fonctionnement et le résultat de son fonctionnement qui importent. Elle n'est qu'un vecteur de la confiance sociale. S'il faut changer la règle souvent, c'est pour rattraper les comportements opportunistes, qui profitant du changement de situations, s'efforcent d'utiliser la règle à leur avantage. Si la règle sociale opère dans le cadre d'une confiance sociale, la société n'a pas besoin de changer de règle. Elle change sa manière de faire avec la règle. Croire que c'est la règle qui fait la confiance sociale, mais pas ce qui est fait de la règle, est une erreur. C'est la confiance sociale qui a besoin d'une régularisation des comportements, c'est elle qui « applique » la règle. Un couple par exemple peut adopter n'importe quel contrat de mariage, l'harmonie du couple dépendra de ce qui est fait de la règle, sert-elle une confiance mutuelle qui établit un fonctionnement régulier ou permet-elle de valider des comportements opportunistes du fait de l'exploitation d'une asymétrie d'information et du caractère incomplet de tout contrat.^[2]

Les habitudes et les automatismes sont soumis à l'épreuve de l'expérience et de la réflexion. Les bons automatismes régissent bien la société en la mettant sur la bonne pente, les mauvaises la régissent en la mettant sur une mauvaise pente. Dans un cas, la société peut se projeter, définir des objectifs et les atteindre, dans l'autre pas. Dans un cas, le champ de perception de la société s'éclaircit, l'inédit et l'extraordinaire font saillie et s'intègrent dans le système de règles ou le poussent à s'adapter, dans l'autre pas.

SUBSTITUTIONS D'AUTOMATES (HUMAINS ET NON) ET DE TRAVAIL (SOCIAL ET MONDIAL).

Selon les systèmes, une telle prévisibilité des comportements peut avoir des avantages et/ou des inconvénients. Un système émergent ou un système dominé qui vise à se soustraire à une domination s'efforcera de ne pas être prévisible en donnant des prises formelles ; il s'efforcera de soustraire ses automatismes aux mécanismes de la domination. Il s'efforcera d'adopter un système de règles, auquel il donne le sentiment de se soumettre, qui ne rendra pas compte de son fonctionnement réel. Pour qu'une économie puisse émerger, elle doit pouvoir fabriquer des automatismes qui échappent au système de domination mondial. Si la société échoue dans une telle fabrication, elle sera condamnée à la dispersion. Un système dominé bénéficiant de la confiance sociale, dispose d'une grande liberté par rapport à son système de règles. Sans confiance sociale, son régime politique aura besoin d'imposer à la société certaines règles pour se prêter à l'évaluation de ses pairs. Un régime autoritaire n'accomplira pas une telle automatisation pour ne pas donner donc prise à une « évaluation » extérieure, mais aussi pour ne pas

« Objectivité rationnelle, objectivité technique, objectivité sociale sont désormais trois caractères fortement liés. Si l'on oublie un seul de ces caractères de la culture scientifique moderne, on entre dans le domaine de l'utopie. » Gaston Bachelard^[1]

se retrouver avec une disponibilité sociale qui l'indisposerait. Il produira de la dispersion. L'automatisation peut s'accompagner d'une certaine autonomisation de la société qu'il craindrait de ne pouvoir contrôler. Si donc un régime autoritaire (parce que centralisé) peut être au départ d'un tel processus, il devra concéder dans son accomplissement la formation d'un certain nombre d'autorités légitimes indispensables à une autorégulation de la société.

Dans les sociétés postcoloniales, un régime autoritaire est nécessaire à l'initialisation d'un tel processus d'informatisation. La déstructuration de la société par la colonisation a transformé ses automatismes en automatismes de survie que l'on peut dire de prédation. La société doit se fabriquer de nouvelles règles et expérimenter une confiance sociale. Le régime autoritaire lui proposera de nouvelles règles, il pourra transformer les agents sociaux en automates le temps de la mise en place des réseaux informatiques.

Ensuite les agents sociaux devront avoir intériorisé les règles proposées pour retrouver leur autonomie, leur agentivité^[3], et être en mesure de produire et de traiter l'information de manière automatique et créative. Mais si une telle construction par le bas, n'est pas construction de la confiance sociale, la société n'intériorisera pas les règles proposées, elle ne fonctionnera pas de manière régulée. Le régime autoritaire devra alors persister pour administrer le désordre, l'énergie sociale libre (ou libérée par le processus d'informatisation automatisée) devra être employée de manière non conventionnelle.

L'informatisation de la société ne signifie pas la substitution d'automates mécaniques à des humains, elle substitue d'abord des automates humains à des humains pour effectuer les opérations répétitives. La machine pourra intervenir ensuite, se substituer à l'automate humain pour intensifier la production, parfaire le travail répétitif et économiser de l'énergie humaine en consommant une énergie non humaine plus dense et moins coûteuse. Il faut superposer la machine mécanique à la machine humaine en vue de substituer l'une à l'autre pour réserver l'énergie humaine à un travail humain plus qualifié et moins répétitif. Cet automate mécanique, qui se substitue à l'automate humain dans la production de masse, développe une puissance de travail considérable en consommant une énergie plus riche, car plus dense et moins coûteuse que l'énergie humaine. Avec les technologies numériques, le marché mondial, avec la polarisation du marché du travail et l'énergie fossile bon marché, l'informatisation produit désormais plus de travail non qualifié que de travail qualifié. Il s'ensuit dans les sociétés industrialisées, l'émergence d'un populisme associé à une société divisée en préposés aux machines et en préposés aux inactifs, en diplômés et non-diplômés. Le clivage entre ces deux catégories qui tend à s'approfondir se métamorphose en clivage entre élitistes et populations.

Les sociétés postcoloniales dans leur processus d'industrialisation ont méconnu ce processus en tant que substitution d'automates mécaniques à des automates humains. Les automates mécaniques ne sont que des objectivations des automates humains, de leurs gestes techniques. Ces sociétés n'ont pas prêté attention à l'unité de ces automates, machines humaines et esclaves mécaniques. Les esclaves mécaniques économisent l'énergie humaine, mais répètent des gestes humains. Les automates non humains mécanisent une partie du travail social, autrement dit, objectivent une certaine partie du savoir-faire social et mobilisent une énergie non humaine puissante et peu coûteuse. Ils mécanisent une partie des gestes humains, les gestes répétitifs, pour rendre l'attention sociale, l'intelligen-

ce des machines humaines disponible à l'innovation, aux événements émergents, aux changements imprévus des situations. Ces sociétés ont aussi méconnu le fait que l'introduction de machines nécessite une production de masse qui excède largement leur marché intérieur. Elles n'économiseront pas un travail autochtone, elles ne peuvent économiser qu'un travail mondial. Elles intègrent ainsi leur travail social dans un travail mondial. Et c'est cette capacité d'intégration qui transforme l'économie de subsistance en économie de marché. Cette vérité largement méconnue a fait le succès des sociétés extrême-orientales et l'insuccès des sociétés postcoloniales. Ces dernières ont introduit les machines avant la production de masse, elles ont fait de l'import-substitution au lieu de faire de l'exportation ; le politique a fait de l'économie sa servante docile au lieu d'en faire son automate intelligent. La transformation de la production de subsistance en production de masse n'a pas ainsi eu lieu par son intégration à l'économie mondiale.

Des outils de la production de subsistance aux machines de la production de masse, il n'a pas pu y avoir remontée de filières, d'affiliation. Les machines ont créé une production de masse, mais ayant perdu leur filiation externe, et n'ayant pu établir de filiation interne, la production de masse n'a pu être entretenue et étendue. La machine technique est une appropriation et une production de la machine sociale, elle prolonge le corps social et constitue comme un exosquelette qui accroît sa puissance en s'adjoignant d'autres matières et d'autres sources énergies. Si la société ne fait pas corps avec elle, si la machine technique demeure un corps étranger à la machine sociale, la machine technique se démembre, comme un exosquelette qui n'est plus solidaire et entretenu, il indispose alors l'autoconstruction de la machine sociale et fait le lit de l'impuissance politique.

L'INFORMATISATION DE LA SOCIÉTÉ

L'informatisation de la société concerne tous les gestes répétitifs de la vie sociale. La substitution des automates mécaniques aux automates humains n'est pas nécessaire partout. L'automatisation ne concerne pas que le mécanique. L'individu performant est un automate dans la plus grande partie de ses gestes et de ses opérations. Et cela ne date pas d'aujourd'hui (F. Braudel), son équipement ne fait que se substituer à ses faits et gestes automatiques. Il économise ainsi son énergie et peut prêter attention à ce qui le perturbe, il peut revoir (mettre à jour ou réviser) ses automatismes de sorte à être constamment disponible vis-à-vis de l'inattendu.

Le raisonnement s'applique aussi pour une entreprise ou un collectif. Nous sommes aujourd'hui dans un monde d'automates intelligents et non intelligents, hier d'automates non humains non intelligents et d'automates humains intelligents, complémentaires, mais non substituables, aujourd'hui des automates intelligents non humains substituables à une partie importante d'anciens automates humains intelligents (intelligence artificielle).

Pour prendre un exemple dans notre société, j'allais récemment à l'hôpital pour un examen ophtalmologique. La première fois, un lundi, on me dit que la préposée à l'examen ne travaillait pas le lundi. La seconde fois qu'il fallait prendre rendez-vous le mercredi, la troisième fois (le mercredi), que l'on ne pouvait pas me donner un rendez-vous sans la lettre du médecin traitant qui m'avait adressé et que j'avais oublié. Pour le même examen, je me rabattais sur une clinique privée. Une première fois, un lundi, on m'avisait que la technicienne ne travaillait que le matin, il n'était alors que onze heures. On me proposa de venir le jeudi. La seconde fois, le jeudi, on me dit qu'elle ne travaillait pas aujourd'hui et qu'il me fallait appeler pour savoir si je pouvais pas-

ser mon examen. Cette expérience fait partie du vécu de chaque algérien. Ce que nous constatons dans ces exemples, c'est que la bonne réponse pouvait être donnée dès le début et non après une débauche d'énergie ... sauf à supposer un fonctionnement irrégulier du service, ce qui n'est pas toujours le cas. « Nous ne savons pas ce que demain nous réserve » dit la maxime religieuse convoquée littéralement. Nous percevons aussi ce qu'une régularisation informatisation ferait gagner d'énergie aux patients et l'énerverment qu'il épargnerait aux gens qui n'ont pas le temps ou ... l'énergie. Dans un contexte au fonctionnement régulier, la machine programmée ou l'automate humain, à qui il faut tout donner, aurait plus de patience qu'un personnel humain débordé dans un environnement incertain et donnerait d'un trait la bonne réponse à une série de questions. L'informatisation suppose donc une certaine régularisation de la situation.

Dans chaque service opérationnel au fonctionnement régulier, il serait possible d'informatiser une série considérable de communications, d'opérations répétitives. Avec l'intelligence artificielle, des systèmes de santé et d'éducation pourraient être considérablement améliorés.

Mais est-il souhaitable d'économiser une énergie abondante ou quand on a du mal à l'occuper ? Est-il souhaitable de libérer les esprits des tâches répétitives ? Dans le cas d'une réponse négative, l'automate serait alors contre-productif et l'on produirait un individu contraint de s'adapter continuellement, avec un comportement non réglé d'avance et non doté d'une visibilité étendue. Entre la solution protester, démissionner et se soumettre (la défection (exit), la prise de parole (voice) et la loyauté (loyalty)^[4]), se soumettre pourrait être la meilleure solution pour la majorité.

Une minorité pourrait démissionner, comme se retirer ou s'exiler. La majorité pourrait protester, mais pour ajouter à son désordre ou l'agréments. S'adapter et s'obstiner deviendrait alors la règle, la règle d'une minorité et de la réussite. Ceux qui réussissent ne sont pas ceux qui veulent imposer des règles aux situations, mais ceux qui s'adaptent obstinément, ceux qui ne lâchent pas leurs objectifs en cours de route malgré la faible visibilité de leur champ d'action.

La capacité d'adaptation est certainement une valeur sociale émergente dans les sociétés postcoloniales, mais elle ne saurait suffire. Elle produit de la robustesse, mais beaucoup trop de fragilités. Sans ténacité dans l'accomplissement des objectifs, il n'est ni possible de transformer des situations, ni d'accroître le champ de la visibilité et de perception des signaux faibles. Mais lorsque les objectifs sont au ras du sol, on ne peut que subir les chocs, faire preuve de robustesse plutôt que d'accumuler. Ce sont des objectifs particuliers et lointains que les individus et la société ne parviennent pas à se donner. Il faut donc tout d'abord occuper pour ensuite automatiser, automatiser seulement ce qu'il faut effectuer de manière plus intense.

L'énergie sociale doit donc être occupée dans un ensemble de faits et gestes, d'occupations informatisées ou non, pour être ensuite bien utilisée, économisée ou intensifiée. Par exemple, la ritualisation de la vie sociale chinoise préindustrielle est déjà une forme de régularisation et d'informatisation de la société. Dans les sociétés postcoloniales, une réification de l'État conduit l'automatisation à prendre le processus de travail par le mauvais bout. L'État importe du travail étranger qui se débarrasse du travail autochtone au lieu de l'intensifier, alors que c'est de la transformation du travail autochtone par le travail étranger, l'assimilation du travail étranger par le travail autochtone, dans une substitution progressive et non agressive, que le travail social s'accumule, en vient à s'exporter, au lieu d'être détruit.

Suite en page 5

L'informatisation de la société

Suite de la page 4

Une grande partie de l'humanité est contrainte de s'adapter à son désavantage. Ce comportement semble vouloir s'étendre à l'ensemble de l'humanité avec la crise climatique. Il faut faire la différence entre des sociétés capables d'externaliser leurs externalités négatives de celles qui doivent les supporter, entre une adaptation subie et une adaptation choisie. Certaines sociétés s'efforcent de développer des approches proactives. Ainsi la démarche suivante que propose un centre de réflexion néerlandais à son gouvernement. « Si le concept clé de l'organisation de la capacité de gain est la réactivité, soit la capacité de répondre rapidement et de manière appropriée à de nouvelles circonstances, la réactivité se définira comme résilience, capacité d'adaptation et attitude proactive. D'abord, y a-t-il suffisamment de tampons pour absorber les chocs ; y a-t-il suffisamment de déconnexions (« coupe-feu ») pour garantir que les chocs ne se propagent pas dans tout le système ; et le système est-il suffisamment redondant pour que les différentes parties puissent se remplacer mutuellement en cas de besoin (résilience) ? Ensuite, le système peut-il s'adapter en douceur à de nouvelles circonstances ; y a-t-il suffisamment de place pour la variation, la sélection et l'expérimentation afin d'explorer de nouvelles solutions rapidement et de manière ciblée lorsque de nouvelles circonstances se présentent (capacité d'adaptation) ? Enfin, les leçons des erreurs sont-elles tirées, les problèmes futurs sont-ils anticipés et les opportunités futures recherchées ? En bref, les mécanismes de retour d'information sont-ils bien organisés et une attention est-elle accordée à ce qui pourrait se produire à long terme (attitude proactive) ? »^[5]

ADAPTATION ET CAPACITÉ D'AGIR

De la partie qui est contrainte de s'adapter, celle qui tenace s'obstine, et donc fait preuve de loyauté d'une certaine manière, ne s'épuisera pas et sortira comme aguerrie. Il est probable que le futur de l'humanité appartienne à cette catégorie d'individus que la traversée de la zone des tempêtes aura rendue plus robuste. Pour un grand nombre de sociétés postcoloniales, on peut dire que sortir du désordre n'est probablement pas encore à l'ordre du jour. Car vouloir mettre de l'ordre ne pourrait qu'accroître le désordre, l'automatisation étant mal engagée. Car établir un ordre nouveau c'est d'abord mettre du désordre dans l'ancien et enclencher un processus d'automatisation. Il n'est pas sûr que la société soit disposée à consentir à une telle automatisation qui réduirait sa capacité d'adaptation, de désautomatisation. De nombreuses sociétés postcoloniales devront s'accommoder d'un certain désordre pour préserver leur capacité d'adaptation en s'efforçant de développer une certaine robustesse et en préservant au système autoritaire une certaine loyauté.

Dans un environnement fluctuant, la capacité d'adaptation est une capacité d'automatisation et de désautomatisation. On ne s'adapte rapidement dans un monde concurrentiel et conflictuel que si l'on est en mesure de s'automatiser et de se désautomatiser rapidement. Or les systèmes d'habitudes ont tendance à se rigidifier avec le temps. Cela est valable pour les individus et les sociétés. Avec la crise climatique, se déshabituer d'une certaine consommation va à contre-courant des désirs et des habitudes actuels.

Le système de formation a produit des sujets avec des expectations étrangères au système de production. Le système de formation sous prétexte de formation initiale s'est désadapté du système de production (considéré comme inexistant), il n'a pas travaillé les gestes de la production. Il a déstructuré le continuum du travail social en juxtaposant système de production et système de formation. Il y avait un travail importé surévalué d'un côté et un travail indigène laminé d'un autre. Travail indigène et travail étranger ne se sont pas fécondés mutuellement. Le travail indigène ne s'est pas approprié le savoir-faire du travail importé. Le travail importé est resté un travail mort et le travail vivant

ne s'est pas instruit du savoir-faire étranger. Ce n'est pas le travail qui manque, c'est l'offre et la demande de travail, qui ont été séparées, qui diffèrent et s'équilibrent à un niveau élevé de sous-emploi. Ce sont des travaux qui existent (offre potentielle), mais dont on ne veut plus (demande potentielle) et des travaux qu'on veut (demande réelle), mais qui n'existent pas (offre réelle). Ce constat n'est pas faux, mais ce sont les productions d'offre et de demande qui ont été disjointes et ne se sont pas rejointes.

Mettre de l'ordre dans un système social signifie produire de la confiance sociale, mettre de l'ordre dans son énergie sociale, dans son économie du désir. Informatiser la société signifie gérer rationnellement l'énergie sociale, canaliser ce que désire la société. C'est mettre du désir dans la machine et la production sociales. Il n'est pas possible de mettre en place d'un seul mouvement tout un ordre social, toute une machine sociale et son équipement. Il faut que la société soit disposée à faire corps avec ses machines, à entrer dans un processus d'automatisation. Et le développement de telles dispositions en appelle à des expérimentations locales qui par contagion peuvent s'étendre d'un milieu à un autre. De nouvelles propensions, de nouvelles machines et productions sociales intéressantes voyant le jour, peuvent conduire à leur diffusion et imitation.

Le système de santé serait le système le plus incité à tirer avantage de l'informatisation. Il pourrait de surcroît faire appel à l'intelligence artificielle. Mais manque-t-on de médecins et peut-on souhaiter un système plus efficace ? Un système qui se construit par le haut doit supposer une construction par le bas qui l'intériorise. On peut faire automatiser un certain nombre de tâches, implanter des automates parmi les agents sociaux, mais cela ne fera pas faire corps aux différents automatismes, société aux différents automates. Agentivité et automaticité doivent se compléter. Les automates doivent être des agents : ils automatisent pour être disponible à l'imprévu, les agents des automates : ils automatisent pour économiser leur énergie dans les tâches régulières. Agencer des automates humains et non humains, intelligents et non intelligents, exige des agents proactifs. Ce que l'on ne peut envisager avec des agents sans passions communes et sans intérêt. Sans agentivité, l'automaticité ne se justifie plus ; pour quoi automatiser si l'on ne sait pas quoi en faire ? La construction par le haut doit susciter des passions et des intérêts, leur agencement, soit une construction par le bas qui complète celle du haut.

LIBRES ET PAS LIBRES D'OBÉIR

Le nazisme selon l'historien Johann Chapoutot apparaît comme un cadre exemplaire et précurseur d'un management moderne, d'une réelle complémentarité entre agentivité et automaticité. « Libres d'obéir » les agents sociaux ne sont pas privés de leur agentivité de laquelle ils jugent et seront jugés dans le cadre de la réalisation d'objectifs de puissance définis indépendamment d'eux. Il faut qu'il y ait du désir dans l'automate et de l'accomplissement dans l'exercice. Le désir de différenciation est central dans toute société. « Le management a une histoire qui commence bien avant le nazisme, mais cette histoire s'est poursuivie et la réflexion s'est enrichie durant les douze ans du IIIe Reich, moment managérial, mais aussi matrice de la théorie et de la pratique du management pour l'après-guerre. ... l'on constate que la conception nazie du management a eu des prolongements et une postérité après 1945, en plein « miracle économique » allemand et que d'anciens hauts responsables de la SS en ont été les théoriciens, mais aussi les praticiens heureux, réussissant une reconversion aussi spectaculaire que rémunératrice. ... de jeunes juristes, universitaires et hauts fonctionnaires du IIIe Reich ont beaucoup réfléchi aux questions managériales, car l'entreprise nazie faisait face à des besoins gigantesques en termes de mobilisation des ressources et d'organisation du travail. Ils ont élaboré, paradoxalement, une conception du travail non autoritaire, où l'employé et l'ouvrier consentent à leur sort et approuvent leur activité, dans un espace de liberté et d'autonomie à priori bien incompatible avec le caractère il-

libéral du IIIe Reich, une forme de travail « par la joie » (durch Freude) qui a prospéré après 1945 et qui nous est familière aujourd'hui, à l'heure où l'« engagement », la « motivation » et l'« implication » sont censés procéder du « plaisir » de travailler et de la « bienveillance » de la structure. Assuré de l'autonomie des moyens, sans pouvoir participer à la définition et à la fixation des objectifs, l'exécutant se trouvait d'autant plus responsable – et donc, en l'espèce, coupable – en cas d'échec de la mission. »^[6]

Il est probable que l'apprentissage de la liberté passe par la « liberté d'obéir », car comment avoir la maîtrise des fins si l'on n'a pas celle des moyens ? En vérité, on n'apprend pas LA liberté, on expérimente des libertés concrètes, des pouvoirs concrets. Des forces éprouvent des capacités d'agir sur elles-mêmes et sur d'autres forces. Car la société et les individus apprennent à user de leurs forces et de celles d'autrui, à bien user de leur liberté, de leur pouvoir d'agir. S'adapter ne signifie pas toujours subir seulement, dépossession de sa capacité d'agir, mais aussi adaptation pour pouvoir agir. L'agent s'adapte au cours des choses, pour mieux se conduire, il s'adapte à une situation pour pouvoir en tirer avantage. J'écrivais dans un texte récent^[7], il n'y a pas une différence de nature entre dictature et démocratie : contrainte et incitation ne s'excluent pas, elles se complètent. La différence tient dans la manière selon laquelle elles se complètent, la manière dont la contrainte ferme et ouvre le champ de l'initiative, la ferme pour quelle ouverture, l'ouvre pour quelle incitation ? Dictature et démocratie font partie d'un continuum qui va d'un gouvernement, qui en agissant sur le champ d'action des sujets agissants, l'élargit ou le limite, les comprend et les valorise ou les exclut et les écrase. Gouvernement par le peuple et pour le peuple, peut se traduire par peuple dans le gouvernement (pour gouvernement par le peuple) et gouvernement dans le peuple (pour gouvernement pour le peuple). Il y a continuum et interpénétration entre peuple et gouvernement et non juxtaposition. Complémentarité et substitution. Le peuple parcourt d'un bout à l'autre le continuum, pleinement présent à une extrémité, complètement absent à l'autre. Le gouvernement parcourt d'un bout à l'autre le continuum de la même manière jusqu'au point de se substituer entièrement au peuple et le complétant, jusqu'au point de s'effacer complètement devant le peuple, se faisant compléter. L'un ne peut aller sans l'autre. Le gouvernement ne peut pas être longtemps dans le peuple sans que le peuple ne soit dans le gouvernement, ni être toujours omniprésent dans le peuple ou totalement absent. Il agit toujours sur des sujets agissants qui agissent sur lui, dans le même sens ou à contrecourant. Mais jamais toujours dans le même sens. Il doit pouvoir tenir le milieu, pouvoir aller dans un sens et dans l'autre, être plus ou moins présent, plus ou moins absent. Ici ou là. Le peuple de même. Celui-ci absent du gouvernement, le gouvernement ne peut exister. Et inversement.

À l'indépendance, l'état de la société appelait comme une omniprésence du gouvernement, après plus d'un demi-siècle de progression de la société, les capacités d'agir du gouvernement et des agents sociaux ne sont plus les mêmes. D'autres façons d'être et d'agir du gouvernement dans la société, de la société dans le gouvernement, sont nécessaires. La mobilisation sociale fait appel à des liens fondamentaux : ami-ennemi, proches, proches lointains, lointains proches ; l'ami pouvant se transformer en ennemi, le proche en lointain. Des sentiments et des raisons, des passions et des intérêts mobilisent les sociétés. Les idéologies participent à la formation artificielle de groupes et de sociétés où les individus s'efforcent de se différencier. Les idéologies émergent d'intérêts passionnés qu'elles traduisent. Elles concilient et opposent des intérêts passionnés. Les idéologies importées s'ancrent dans des intérêts et des passions qu'elles ne peuvent exprimer que marginalement. Les formations qu'elles génèrent ne sont pas représentatives des passions sociales. Elles concilient et opposent mal les intérêts et les passions sociales. Le lien marchand met en place un rapport entre étrangers, il abstrait le lien social des liens fondamentaux. (Il dépassionne l'intérêt ...

jusqu'à permettre la dépossession.) Lorsque les passions et intérêts individuels et collectifs ne sont pas fixés dans un intérêt national passionné, ils sont désarticulés, souffrent de l'absence d'une base commune de conciliation, ils se dispersent et se coagulent faiblement. Les idéologies importées et le lien marchand brouillent la lisibilité générale des passions et des intérêts qu'il devient difficile de fixer dans un intérêt passionné national. Les individus et les groupes se prêtent alors des intérêts, leurs idées n'expriment pas leurs raisons, leurs rapports sont voilés, la défiance sociale est cultivée. Il faut rendre aux individus des milieux qui expriment leurs passions et leurs raisons et permettent leur coagulation et aggrégation afin que mentir ne devienne pas la seule façon de pouvoir faire, des milieux qui en même temps les protègent d'une pollution extérieure qui déteindrait sur leurs interactions et contre leurs intérêts.

L'autoritarisme abstrait sans leadership L'enferme. L'autoritarisme d'un leader peut conduire à la construction d'une conduite exemplaire, à l'imitation de la conduite exemplaire, à la fabrication d'autorités complémentaires. En redonnant sa place à l'exemplarité dans le système social, il est possible d'évoluer d'un régime autoritaire à un régime démocratique qui ne sera pas confisqué par une technocratie excluant la société au nom de la Science. Une informatisation du monde et des sociétés a déjà lieu grâce à l'intelligence artificielle (applications informatiques), mais elle est entre les mains d'entreprises globales et de superpuissances étatiques, il ne reste plus aux individus séparés que de s'attacher à défendre (de manière idéologique) un principe de la protection de la vie privée ... qu'ils ne peuvent pas ou ne veulent pas réellement défendre. (Les superpuissances s'attacheront à concilier leurs intérêts, ceux de leurs entreprises globales et ceux de leurs citoyens. Tant pis pour les autres).

Avec l'intelligence artificielle, des automates intelligents non humains, des applications, permettent à Israël de chasser les populations d'un lieu à un autre pour éradiquer la résistance en massacrant les foules qui servent de « bouclier humain » aux cibles de leurs automates.

Seules des intelligences collectives indépendantes sont en mesure d'une part de protéger des vies collectives, et en leur sein des vies privées, et de tirer profit, d'autre part, d'une informatisation du monde que tendent à monopoliser des entreprises globales. Comment protéger la vie privée quand ces entreprises globales connaissent mieux l'individu qu'il ne se connaît lui-même ? C'est la vie collective qu'il faut d'abord protéger, en son sein ensuite, la vie privée. Les individus séparés ne peuvent pas protéger leur vie privée à l'ère de la révolution numérique : ils s'abandonnent aux services de cette révolution. Ils ne peuvent choisir entre l'individu séparé et la soumission aux entreprises globales. Ils les veulent tous les deux, le beurre et l'argent du beurre. Les conséquences d'un tel choix sont autrement plus lourdes pour les individus des sociétés postcoloniales, ceux-là auront un individu séparé, mais pas libre d'obéir.

Derguini Arezki

Notes

- [1] Cité par Bernard Stiegler. *La société automatisée*. 1. *L'Avenir du travail*. Fayard. 2015.
- [2] *Un contrat ne peut pas prévoir et prendre en compte toutes les contingences qui peuvent survenir lors de sa réalisation. Voir la théorie des contrats incomplets* (R. Coase et Oliver Williamson sur les coûts de transaction).
- [3] *Le terme d'agentivité est un néologisme issu de la traduction de la notion anglophone d'agency. Au sens large, l'agency désigne la capacité de l'être humain à agir de façon intentionnelle sur lui-même, sur les autres et sur son environnement.*
- [4] Hirschman, A. O. (1970). *Exit, Voice, and Loyalty. Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*. London: Harvard University Press.
- [5] *Vers une économie apprenante. (Naar een lerende economie. Investeren in het verdienvermogen Van nederland.)* WRR / Amsterdam University Press, Den Haag / Amsterdam 2013.
- [6] Johann Chapoutot. *Libres d'obéir. Le management, du nazisme à aujourd'hui*. Collection NRF Essais. Gallimard. Parution. 09-01-2020.
- [7] *Egale supériorité. Le Quotidien d'Oran des 24 au 28.08.2024*

A propos de l'obligation de déclaration de patrimoine !



Par Cherif Ali

La déclaration de patrimoine permet de faire la comparaison entre le montant de la fortune d'un responsable public au moment où il entre en charge et le moment où il en sort. Cela permettrait, ainsi, de répondre à la question : « A-t-il profité de ses fonctions pour s'enrichir ? ». Majoritairement, les Algériens estiment que l'honnêteté et la probité sont les qualités les plus importantes pour être ministre. Sans doute en réaction aux affaires qui ont secoué le monde politique depuis la chute de Bouteflika.

Dont celle mettant en cause l'ex-Premier ministre Ahmed Ouyahia, qui a avoué avoir revendu au marché noir des lingots d'or, offerts par des hôtes du Golfe, lors de l'ouverture d'un procès en appel pour corruption d'ex-dirigeants de l'ère Bouteflika. « J'ai reçu ces lingots d'or de la part des émirs du Golfe qui viennent chasser en Algérie, comme tous les responsables. Je les ai alors vendus au marché noir pour 350 millions de dinars (2,2 millions d'euros) », a-t-il dit, après avoir été interrogé sur l'origine douteuse de fonds placés sur ses comptes personnels.

Est-il besoin de rappeler qu'il y a eu des scandales financiers et de corruption présumée qui ont secoué les pays, donnant le sentiment que la triche et la fraude faisaient partie du sport national, à tous les niveaux ?

QU'EST-CE QU'IL Y A LIEU DE FAIRE ?

La moralisation de la vie politique et publique et le renforcement de la bonne gouvernance sont inscrites dans les deux mandats du Président Abdelmadjid Tebboune et figurent en bonne place dans la nouvelle Constitution. Avec son adoption, il a été procédé à la mise en conformité des lois, notamment celle relative à la déclaration de patrimoine qui soumet : « (...) Toute personne nommée à une fonction supérieure de l'État, élue ou désignée au sein du Parlement, ainsi que dans une institution nationale ou assemblée locale, est tenue de faire une déclaration de patrimoine au début et à la fin de sa fonction ou de son mandat (...) » (art. 24 de la nouvelle Constitution).

Est-ce à dire que, par le passé, la loi n'obligeait aucun responsable à faire état de ses biens avant sa prise de fonction ou de son mandat, s'il s'agissait d'un élu ?

Non, bien sûr, dès lors qu'il y avait tout un corpus de prévu, avec notamment :

1. L'article 4 de l'Ordonnance 97,04 de janvier 1997, relative à la déclaration de patrimoine qui stipule : « Les personnes exerçant un mandat électoral national ou local sont tenues de souscrire une déclaration de patrimoine dans le mois qui suit leur investiture. »

2. Et l'article 4 de la Loi 06,01 de février 2006, relative à la prévention et à la lutte contre la corruption : « Il est fait obligation de déclaration de patrimoine aux agents publics en vue de garantir la transparence de la vie politique et administrative ainsi que la protection du patrimoine public et la préservation de la dignité des personnes chargées d'une mission d'intérêt public. »

Notons, toutefois, que la Constitution de 2016 avait prévu l'obligation de déclaration de patrimoine, avec cette nuance : il était stipulé que le haut fonctionnaire « doit faire » sa déclaration de patrimoine, ce qui pour lui « relevait du devoir ».

Par contre, la nouvelle Constitution stipule que ce haut fonctionnaire « est tenu de faire » sa déclaration de patrimoine. C'est une obligation à laquelle seront soumis dorénavant les hauts fonctionnaires et les élus.

Dans le même ordre d'idée, il semblerait qu'un nouvel alinéa (du même article 24) renforcerait davantage la moralisation de la vie publique et politique telle que souhaitée par le Président Tebboune et dont la rédaction ne



laisse place à aucune équivoque : « Dans l'exercice de ses fonctions, tout agent public doit éviter toute situation de conflit d'intérêt. » Notons qu'ici il s'agit d'agent public et non plus seulement de haut fonctionnaire, pour dire que tous ceux qui seraient en responsabilité sont concernés !

Mais sinon, quelle était la situation avant l'avènement du Président Tebboune ?

On a avancé un chiffre, pour dire que 80% des responsables qui se sont succédé, toutes ces dernières années, ne déclarent pas leur patrimoine et, conséquemment, celui-ci n'a pas fait l'objet d'une publication. Dont Ouyahia, « prétextant son cancer, qui avait avoué n'avoir pas déclaré en 2017 les lingots d'or ! », « Aucun des responsables en Algérie n'a de fortune en son nom ; tous leurs biens sont enregistrés sous des noms d'emprunt ! »

Cette déclaration, qui avait fait grand bruit à l'époque, émanait de l'ex-président du MSP, Abou Djerra Soltani, qui avait reconnu implicitement, sur les ondes de la Chaîne II, que ni lui ni aucun ministre de sa formation ne se sont soumis à cette obligation quand ils étaient au gouvernement. Il avait même ajouté, à propos de certaines déclarations de patrimoine, « sous-évaluées » des ministres d'alors : « Le peuple algérien se réjouit de savoir que ses ministres sont pauvres ! » Les faits ne lui ont-ils pas donné raison, ces dernières années, avec les interpellations-auditions-incarcérations en cascade de ministres, de Premiers ministres, de walis ainsi que de personnalités du monde de la politique et des affaires ?

DE L'OBLIGATION DE LA DÉCLARATION DE PATRIMOINE

Il est intéressant de noter que dans ces cas-là, dans certains pays, européens notamment, c'est la Cour des comptes qui prend sur elle de publier, sur son site internet, la liste des personnes n'ayant pas remis de déclaration de patrimoine initiale, après leur entrée en service, ainsi qu'une liste des personnes n'ayant pas remis de déclaration de patrimoine lors de leur cessation de fonction. La déclaration de patrimoine permet de faire la comparaison entre le montant de la fortune d'un responsable public au moment où il entre en charge et le moment où il en sort. Cela permettrait, ainsi, de répondre à la question : « A-t-il profité de ses fonctions pour s'enrichir ? » Mais, faute de cette comparaison, tout le monde reste sur sa faim et le fossé gouvernants-gouvernés se creuse davantage ! De plus, la publication de la déclaration de patrimoine, outre la transparence qu'elle induit, permet aux tiers, citoyens ou autres, de saisir la justice en cas de soupçon de déclarations mensongères. Elle prend en compte tous les éléments composant le patrimoine quelle que soit leur nature, leur importance ou leur situation géographique. L'ensemble des biens doit être déclaré, y compris ceux détenus à

l'étranger. L'agent public souscrit la déclaration de patrimoine dans le mois qui suit la date de son installation ou celle de l'exercice de son mandat électif.

En cas de modification substantielle de son patrimoine, il procède immédiatement, et dans les mêmes formes, au renouvellement de la déclaration initiale.

À ce propos, ouvrons une parenthèse pour préciser que le formulaire est composé de sept pages à renseigner en arabe et en français ; la publication de toutes les déclarations de patrimoine, de l'ensemble des responsables en poste, aurait nécessité une ou plusieurs éditions de journaux officiels : faut-il, dans ces cas précis, recourir à des résumés, au risque d'amputer ces déclarations de leur contenu ? Mais attention tout de même à ne pas tomber dans le déballage qui ne serait pas sain pour la démocratie et qui, surtout, donnerait le sentiment qu'il y a des choses à régler !

En effet, la publication au Journal officiel peut déclencher des réactions en chaîne :

1. Les déclarants peuvent être amenés à faire des démentis ou à apporter des éclaircissements, suite à des dénonciations par des tiers.

2. Les banques, les notaires, les services des domaines auront ainsi leur mot à dire, grâce à leurs fichiers.

3. Il en est de même des services de sécurité qui peuvent déclencher des enquêtes sur des richesses ou des biens non déclarés.

La focalisation sur la transparence du patrimoine peut être, aussi, assimilée à une gestion qui risque de produire des effets inverses de ceux escomptés. Il ne faudrait pas confondre publication de patrimoine, ce qui est obligatoire, et publicité autour du patrimoine, ce qui, au regard des concernés, est considéré comme une atteinte à leur vie privée : déclarer, contrôler, sanctionner, c'est de la transparence, alors que rendre public participerait du « voyeurisme », selon certains.

L'OPINION PUBLIQUE, QUANT À ELLE, EST FAVORABLE À LA DÉCLARATION DE PATRIMOINE !

Au risque de gêner ceux qui craignent ce grand déballage et permettrait, à une certaine presse, d'établir, par exemple, les palmarès des ministres ou des walis les plus fortunés. Si tous nos gouvernants, ministres, walis, chefs de daïra, ambassadeurs et consuls et autres élus et grands commis de l'État décidaient d'activer leur publication de patrimoine, maintenant que cette obligation a été « constitutionalisée », cela leur permettrait, pour le moins, de tourner une page douloureuse, celle des ex Premiers ministres et présentement pensionnaires de la prison d'El-Harrach qui ont « omis », pour l'un, de déclarer des lingots d'or, pour l'autre une Land Rover, des maisons à profusion et des comptes bancaires pleins à craquer ! Sinon, beau-

coup pensent également que cette obligation est inefficace ; dans l'absolu !

1. Elle n'empêchera pas de soustraire des biens, voire des fonds douteux aux déclarations officielles.

2. Les responsables issus du secteur privé ou de la société civile, seront, encore un peu plus, dissuadés d'entrer dans un champ politique qui leur promettra, ainsi, la suspicion, en plus de la précarité financière, s'ils ne devaient se contenter que de leur salaire officiel.

3. Cette mesure lance une course à la transparence, dont il est difficile d'imaginer les limites.

Cela étant dit, tous ceux qui viendraient à critiquer le procédé réglementaire en vigueur, celui qui oblige les responsables à déclarer leur patrimoine, auraient été les premiers à s'émouvoir, voire à s'indigner, s'il n'y avait pas de mesures réglementaires à même de cadrer cela.

Quant à la perpétuation du refus de déclaration de patrimoine, elle ne peut être assimilée qu'à un mépris de la loi et à une volonté de maintenir, coûte que coûte, l'opacité par tous ceux qui continuent à s'enrichir de façon illicite et scandaleuse au détriment de la population. Ailleurs, dans le monde, on réfléchit à la mise en place d'une « haute autorité chargée de contrôler le patrimoine des ministres et d'un parquet financier ». Maintenant que le remaniement ministériel a été décidé, que faut-il attendre de nos ministres ? Si personne ne conteste qu'un ministre, élu ou autre wali doit être totalement transparent, c'est d'abord dans son action et dans l'exercice de son mandat ou de sa fonction que cette transparence doit être radicale. Toutefois, « l'omission » de déclaration de patrimoine serait d'une gravité qui interpellerait les consciences des serveurs et commis de l'État, quel qu'en soit leur responsabilité ou leur grade ; elle présenterait la corruption comme une fatalité et sa généralisation à ceux qui ont exercé ou exercent, encore, une responsabilité, comme une évidente réalité. Voilà les rentants et les sortants du cabinet Larbaoui 2 ainsi que les walis avertis !

Conclusion

Le sentiment général révèle qu'il faut, nécessairement, lutter contre la corruption et la fraude ; faire table rase des vieilles pratiques, des petits arrangements et des privilèges opaques des partis politiques, élus et autres commis de l'État de l'ancien monde politique jugé par les Algériens trop corrompus. Le curseur de l'Algérie Nouvelle !

C'est surtout une exigence du Président Abdelmadjid Tebboune qui, lors de l'audience qu'il avait accordée début octobre dernier aux représentants des médias, avait loué, rappelle-t-on, les compétences des ministres et leurs qualités managériales dans la gestion de plusieurs dossiers lourds et importants de l'État. Il avait aussi mis un point d'honneur à rappeler que les membres du gouvernement sont d'une intégrité exemplaire et d'une probité absolue.

« Dévoiler les couleurs de l'économie »

« **WoW - Dévoiler les couleurs de l'économie** », tel a été le thème aux multiples facettes sous lequel s'est réuni le réseau d'experts du SkillsLab de l'European Training Fondation du 9 au 11 octobre à Turin.

Par Boutaleb Kouider

Cet événement a été organisé par l'ETF, en coopération avec le Centre international de Formation de l'Organisation internationale du travail (ITC-ILO) et avait pour objectif de présenter et discuter des différents secteurs économiques représentés par des couleurs spécifiques, en mettant en lumière leur importance, leurs défis et leurs perspectives d'avenir.

La sémantique et les concepts liés au développement durable ne cesse d'évoluer. Les expressions « économie verte », « économie bleue », « économie banche », économie rose, économie orange... sont apparues pour se substituer, tout en restant ancrées dans la matrice du développement durable, à la représentation classique de la division de l'économie en trois secteurs, Primaire (agriculture et extraction minière), (industrie) et tertiaire (services).

Cette rencontre, à laquelle nous avons eu le privilège de participer avait pour objectifs :

- Exploration sectorielle : approfondir les nuances des couleurs de l'économie à travers une approche sectorielle, en comprenant leur état actuel, leurs tendances, leurs défis et leurs opportunités.
- Dialogue d'experts : dialoguer avec des personnalités et des experts de premier plan, en facilitant des discussions approfondies sur les dynamiques et les innovations spécifiques aux couleurs.
- Exercice de prospective : mener un exercice prospectif, prédire les développements futurs et identifier les tendances émergentes au sein des secteurs colorés et les synergies entre les secteurs.

- Consolidation et synergie : explorer les collaborations et convergences potentielles susceptibles de favoriser une croissance durable et inclusive grâce à l'innovation dans la formation et la recherche.

Pour ce faire, un aperçu sectoriel a été présenté à travers la sélection des couleurs suivantes, au nombre de 7 :

1. Économie verte: Cette économie ainsi désignée, concerne la durabilité, couvrant les énergies renouvelables, la fabrication verte et les pratiques respectueuses de l'environnement visant à minimiser l'empreinte environnementale et à optimiser l'utilisation des ressources.

L'économie verte est certainement la mieux connue parmi les autres couleurs de l'économie. Elle est associée à l'environnement et vise la réduction des risques environnementaux en préconisant le développement durable sans détérioration de l'environnement. Une des premières mentions du terme remonte au Sommet Planète Terre qui s'est tenu à Rio de Janeiro, au Brésil, en 1992.

2. Économie bleue : se concentre sur la gestion durable des ressources des eaux marines et douces, comprenant la pêche, l'aquaculture et le tourisme nautique, garantissant la santé des écosystèmes et la viabilité économique. Les mers et les océans ont toujours été, depuis les temps immémoriaux, des sources de ressources et, par conséquent, d'activité économique. Cette exploitation dans le cadre du concept de l'économie bleue doit se poursuivre, mais dans une optique de durabilité, notamment grâce à une utilisation rationnelle, optimale et responsable des ressources, en veillant à restreindre des activités engendrant la pollution marine, ce qui la rapproche du concept de l'économie verte.

3. Économie jaune : Cette économie se concentre sur l'exploitation du potentiel des régions désertiques en promouvant des modèles de développement durable qui répondent aux défis uniques des environnements arides, tels que les températures extrêmes, la pénurie d'eau et la dégradation des sols. Ce modèle comprend des secteurs tels que les énergies renouvelables, le tourisme dans le désert, l'agriculture durable... L'énergie solaire, en particulier, recèle un im-

mense potentiel dans les zones désertiques, fournissant une source d'énergie propre et abondante qui peut contribuer aux transitions énergétiques mondiales.

De même, les progrès de l'agriculture dans le désert, notamment l'utilisation de cultures résistantes à la sécheresse et de techniques d'irrigation innovantes, peuvent améliorer la sécurité alimentaire dans les régions où l'agriculture traditionnelle est difficile. Le tourisme dans le désert, qui met l'accent sur l'écotourisme et l'importance culturelle des paysages désertiques, offre des opportunités économiques tout en sauvegardant l'environnement.

4. Économie orange : désigne les industries culturelles et créatives. Cela inclut des secteurs tels que les arts, le divertissement, la mode, le design, l'architecture, la publicité, les logiciels, l'édition et la recherche et développement. Cette économie se nourrit de la créativité et de l'innovation humaine, stimulant la croissance économique tout en préservant le patrimoine culturel et en favorisant la cohésion sociale. Les plateformes et technologies numériques ont transformé le paysage créatif, permettant la distribution mondiale des médias, des arts et des produits culturels tout en offrant de nouvelles possibilités de revenus et d'échanges culturels. L'économie orange souligne l'importance des industries culturelles et créatives pour façonner un avenir durable et équitable.

5. Économie blanche : Elle est centrée sur les secteurs de la santé et des services sociaux, essentielle au bien-être de la société et confrontée à des défis tels que le vieillissement de la population et l'accès aux soins. L'économie blanche, comprend ainsi de nombreuses activités économiques liées à l'offre de services de santé. Cette économie est donc très vaste et comporte de nombreuses facettes dont les hôpitaux, l'industrie pharmaceutique ainsi que la fourniture des appareils médicaux. Les innovations en matière de santé numérique, telles que la télémédecine, les appareils de santé portables et l'intelligence artificielle transforment la manière dont les soins sont dispensés et rendant les soins de santé plus accessibles et plus personnalisés. Selon les pays, l'économie blanche relève d'un modèle entièrement public, entièrement privé, ou d'un mélange de ces deux modèles.

6. L'économie « argentée » (SilverEconomy):

La SilverEconomy se concentre sur les besoins et les opportunités présentés par le vieillissement des populations, un changement démographique qui se produit dans de nombreuses régions du monde en raison de l'allongement de l'espérance de vie et de la baisse des taux de natalité. Le vieillissement de la population exerce une pression croissante sur les systèmes de santé, les fonds de pension et les services sociaux. En raison du vieillissement de la population, l'économie argentée est devenue un segment non négligeable de l'économie totale, dans plusieurs pays où elle contribue à un large éventail d'industries, notamment la santé et la nutrition, les loisirs ainsi que le tourisme. La SilverEconomy cherche donc à innover dans des domaines tels que les technologies d'assistance, la télémédecine et l'urbanisme soucieux de l'âge. Elle encourage les entreprises à développer des produits et des services qui répondent aux besoins spécifiques des personnes âgées.

7. Économie de l'or : L'économie de l'or est portée par l'innovation technologique et la numérisation, se positionnant à l'avant-garde de la croissance économique mondiale grâce à des technologies avancées telles que l'intelligence artificielle, la blockchain, la finance et les services numériques.

Cette économie répond au rythme rapide des changements technologiques, offrant des opportunités de gains de productivité. Des technologies telles que la 5G, l'informatique quantique et l'Internet qui révolutionnent les secteurs de la santé, de la fabrication et des transports, permettant des systèmes plus intelligents et plus connectés qui améliorent l'efficacité opérationnelle. En favorisant l'innovation et l'entrepreneuriat, l'économie de l'or remodèle les industries et les sociétés, crée des emplois à forte valeur ajoutée et accélère la transition vers une économie plus résiliente et durable.

Pour chaque couleur sélectionnée, des discussions se sont articulées autour des thèmes suivants :

- Évolution du marché du travail : anticipation des compétences, intelligence des compétences, emploi et création d'emplois
- Perfectionnement et reconversion
- Égalité, diversité et inclusion, avec un accent particulier sur le genre et la jeunesse

- Technologie, avec un accent sur l'IA
- Conditions de travail

Cette rencontre visait à fournir des informations clés sur les diverses industries de l'économie. La concentration sur les couleurs de l'économie visait à ouvrir la voie à un paysage économique plus durable, inclusif et tourné vers l'avenir.

Le recours aux couleurs pour décrire certaines activités économiques permet de réaliser une analyse plus complexe qui va au-delà du rendement financier d'un secteur particulier et fait plutôt ressortir l'importance (et l'impact) de ces activités au sein de l'économie globale. On peut compiler des données sur certaines activités économiques comme l'agriculture ou le transport de marchandises, mais prises isolément, ces données expriment peu de chose, sauf si on ne s'intéresse qu'à la performance financière. Par contre, le fait de regrouper des données en provenance de plusieurs secteurs sous une même couleur et d'inclure les coûts pour l'environnement dans le calcul du « rendement », comme le fait l'économie verte, par exemple, permet une meilleure vue d'ensemble quant au véritable impact de certaines activités économiques.

Nombreux sont les pays développés et émergents qui se sont ainsi lancés résolument dans le chemin de cette économie colorée qui se décline en plusieurs secteurs qui convergent vers la transition d'une économie capable de répondre aux besoins de toutes les tranches de la société, respectueuse de l'environnement, durable et résiliente.

Qu'en est-il de l'Algérie ? Il faudrait relever qu'en Algérie deux couleurs de l'économie sont présentées et étudiées. Il s'agit de l'économie verte et de l'économie bleue, pour le reste nous n'en trouvons aucune trace.

Concernant ces deux couleurs de l'économie, l'Algérie s'est engagée, de moins dans le discours et la production de documents, exprimant des stratégies vers l'horizon 2030, dans l'exploitation de son exceptionnel potentiel d'énergies renouvelables en substitution aux énergies fossiles pour l'économie verte, et pour l'économie bleue, l'exploitation de son potentiel marin, avec ses 1.200 km de côtes et les infrastructures maritimes et littorales déjà existantes. L'Algérie dispose de ressources considérables et inépuisables existantes de ces énergies non encore exploitées à savoir le gisement solaire exceptionnel qui couvre une superficie de 2.381.745 km², avec plus de 3.000 heures d'ensoleillement par an et l'existence d'un potentiel énergétique appréciable éolien et géothermique. Le potentiel existe, demeure la problématique de sa valorisation.

La prise de conscience de cette problématique a poussé les pouvoirs publics à s'engager, en 2011, dans la réalisation de tout un programme de développement des énergies renouvelables qui devrait produire des effets à terme, l'horizon 2030 étant fixé comme achèvement du programme. Ce programme faut-il le rappeler a été révisé en 2015. Comme objectif premier de ce redéploiement des priorités, arriver à produire 40% de l'électricité, à l'horizon 2030, à partir des énergies renouvelables et également de se positionner comme fournisseur majeur d'électricité verte en direction du marché européen. Pour de multiples raisons, ce programme ambitieux ne se concrétise guère comme prévu à ce jour.

L'Algérie n'a réalisé selon le rapport CEREFE, (2020) qu'environ 411 MWc en comptabilisant l'ensemble des projets liés aux énergies renouvelables qu'ils soient en mode raccordé au réseau avec environ 390 MWc, soit environ 95% du total, ou autonome avec près de 21 MWc, dont la part ne représente que 5 %.

En 2019, plus de 98% de l'approvisionnement en électricité était généré à partir du gaz naturel, alors que la part des énergies renouvelables n'était que de 0,82%.

Le classement du WEF dans le « Energy transition Index (ETI) » exprime sans doute mieux la position de l'Algérie en matière de transition énergétique (WEF, 2021).

La position de l'Algérie dans le classement de l'ETI demeure quasiment figée. Cette position n'a pas changé durant la dernière décennie (2012-2021). Alors que la plupart des pays dans le monde ont connu, à des degrés divers, des avancées significatives, l'Algérie est restée quasiment figée sur sa position. En 2021, l'Algérie est positionnée dans le classement de l'index ETI au rang 79. Ayant un score de 54%, elle se place au-dessous de la moyenne mondiale qui de 59%. Ces faibles réalisations montrent le gap existant entre les intentions (exprimées sous forme d'objectifs dans les stratégies énoncées) et les réali-

sations. Au vu des politiques à mettre systématiquement en œuvre (concernant les entreprises, les consommateurs, les partenaires étrangers en matière d'investissement et de partenariat, en matière d'innovation et de formation, ...) pour réussir à édifier, à terme, les bases irréversibles d'une transition énergétique réussie et asseoir les ressorts d'une économie verte, nous pouvons affirmer qu'il ne suffit pas d'élaborer des stratégies consignées dans des documents officiels et d'émettre des programmes, aussi ambitieux soient-ils, avec des objectifs définis pour pouvoir s'engager dans une entreprise aussi complexe que celle de la transition énergétique et la construction d'une économie verte durable.

Quant à l'économie bleue, l'Algérie a, là aussi, un potentiel très appréciable avec ses 1.200 km de côtes et les infrastructures maritimes et littorales déjà existantes.

Une Stratégie Nationale pour l'Économie Bleue (la SNEB) à l'horizon 2030 a été élaborée, en 2021, pour exploiter au mieux cette économie bleue qui exprime la vision de l'Algérie en matière d'utilisation durable des ressources, la valorisation des potentiels de ses écosystèmes marins et littoraux, et devant contribuer à la sécurité sanitaire, alimentaire et la résilience socio-économique du pays ainsi que la régulation et la gestion de l'espace maritime.

Mais là aussi comme cela a été souligné par de nombreux experts, la concrétisation de cette stratégie de l'économie bleue dépendra de la capacité des acteurs clés au niveau national à identifier tous les facteurs de vulnérabilité de l'espace maritime national et des zones côtières, pour apporter les réponses opérationnelles nécessaires, réduire les risques, renforcer la résilience, en particulier face aux effets négatifs des changements climatiques.

Comme l'affirme Samir Grimes, expert algérien reconnu en économie bleue : « Outre le fait qu'il faut revoir et reconfigurer les systèmes de production au niveau national, une telle transition exige également de réformer en profondeur les modèles de coopération et de partenariats tant au niveau national qu'international. Cette approche pose deux grands défis au pays : celui de l'innovation et celui de la numérisation des sphères économique et sociale ».

On peut relever concernant les réalisations la construction de 11 grandes unités de dessalement d'eau de mer, avec une capacité de production d'eau potable de 2,1 millions de m³ et 27 stations de déminéralisation, en vue de garantir une eau potable disponible et de qualité répondant aux normes en vigueur, au profit des populations.

Mais on ne dispose quasiment pas de données pour l'heure sur la réalisation des objectifs exprimés, sur la pêche, l'aquaculture, le tourisme balnéaire (étrangers et locaux), la pollution marine générée par le dessalement de l'eau de mer (les avis étant partagés) sur l'état des zones marines protégées...

En définitive, énoncer des stratégies, certes, élaborer des plans d'action réalisables, c'est sans doute là où réside toute la difficulté (plan devant identifier les objectifs à atteindre, les moyens et les sources de financement nécessaires, les partenaires impliqués dans tous les projets, et les indicateurs d'évaluation en terme d'efficacité (degré de réalisation des objectifs) et d'efficience (à quel coût a-t-on réalisé les objectifs tracés)...

On ne semble pas mesurer les écarts entre ce qui est entrepris dans les économies occidentales mais aussi dans les économies émergentes. Ils sont énormes en termes d'innovation, de savoir-faire capitalisé et de perspectives réelles d'avancées significatives dans la transition vers des modes de croissance et de développement durable. Nous devons reconnaître en Algérie les énormes défis qui se posent. Quel est l'état réel de notre économie, quel est l'état de notre système de formation, quels sont nos capacités réelles d'innovation ? ...Et d'autres questions encore dont les réponses apportées doivent permettre non pas de combler progressivement les écarts, (les pays, les entreprises continuent entre temps d'avancer) mais pour ne pas rester en marge de cette dynamique mondiale.

Il faudrait par conséquent bien comprendre les enjeux de tels changements, mais surtout aussi la somme d'efforts nécessaires en termes d'investissement certes mais sans doute plus encore en termes de formation, d'innovation, de gouvernance et d'efficience.

*Dr Chercheur associé au Laboratoire GPES
Faculté des sciences économiques et de gestion
Université de Tlemcen
Algérie

Avancées scientifiques entre usages pacifiques, militarisation et éthique

Par Mustapha Benmouna*

L'impact du génie humain sur l'évolution sociétale est inscrit dans notre mémoire collective à travers de nombreux exemples dans tous les domaines, couvrant des âges depuis celui de la pierre aux temps modernes. Dans cet article, l'exemple du génie nucléaire est mis en exergue sachant que l'avènement de la bombe atomique a marqué un tournant dans l'histoire récente de l'humanité.

Ainsi, la première moitié du 20^{ème} siècle est caractérisée par la découverte de la fission d'atomes lourds comme l'uranium et le plutonium à la fin des années 30, puis la fabrication de la bombe atomique et son utilisation au début des années 40. C'est aussi une période de perturbations socioéconomiques, de crises politiques conduisant à deux guerres mondiales. La 2^{ème} moitié du 20^{ème} siècle a connu une course effrénée aux armements nucléaires et une ambiance de guerre froide.

Ces événements ont beaucoup pesé sur l'état actuel du monde en ce début du 21^{ème} siècle. Le génie humain est perpétuellement placé devant un dilemme relevant de l'éthique dans la recherche scientifique et sa finalité. La conscience du chercheur est interpellée sur le détournement des avancées scientifiques à des fins militaires, la place de l'éthique entre la paix et la guerre.

La promotion de l'éthique dans les relations internationales est fondamentale pour la paix dans le monde. Elle contribue à endiguer les risques de dégénérescence, dangereux et pouvant amener à envisager le recours à cette arme dévastatrice à grande échelle. Une question importante est de savoir si le scientifique est tenu par d'autres limites que celles du développement de la connaissance. A-t-il une responsabilité dans la militarisation des avancées scientifiques servant à la quête d'un pouvoir plus grand et une domination par la force ? Cette problématique est abordée succinctement pour inciter à la réflexion sur ce thème important, avec la conviction profonde qu'une écrasante majorité de scientifiques et de peuples dans le monde partagent les mêmes idéaux de paix et de bannissement des armes de destruction massive, en particulier l'arme nucléaire.

L'être humain a toujours montré un sens aigu d'observation, dans un instinct de survie et d'amélioration du confort dans sa vie quotidienne, s'ingéniant dans la conception d'objets de fonctionnalités différentes, de plus en plus sophistiqués. En particulier, il s'est vite initié à la fabrication d'armes à partir de matériaux présents dans la nature comme la pierre, le bois et les divers métaux, ce qui lui a permis de prendre conscience de la quête du pouvoir par la force et le contrôle de richesses dans un espace donné. L'histoire de l'humanité est jonchée d'exemples dans ce sens, celui du développement de l'arme atomique est particulièrement édifiant, il est à méditer par les générations présente et future. La première moitié du 20^{ème} siècle a vu des avancées majeures dans le domaine scientifique, notamment par la compréhension de la structure atomique, la découverte de la radioactivité, de la fission nucléaire et de nouveaux éléments radioactifs. L'Europe, en général, et l'Allemagne, en particulier, ont abrité beaucoup de physiciens et chimistes de grande envergure tel Einstein (prix Nobel de physique en 1921), Heisenberg (Prix Nobel de physique en 1932) et Otto Hahn (prix Nobel de chimie en 1944).

Celui-ci a découvert la fission nucléaire en 1938 en collaboration avec un autre chimiste allemand, Friedrich W. Strausman. En France, Frédéric Joliot-Curie et son épouse Irène ont partagé le prix Nobel de chimie en 1935 pour leurs travaux de synthèse de nouveaux éléments radioactifs. Parallèlement, pendant cette 1^{ère} moitié du 20^{ème} siècle, le monde a connu une crise majeure multidimensionnelle, financière, économique et sécuritaire. Cette crise a commencé avec le krach boursier américain en octobre 1929 conduisant à une chute brutale des valeurs boursières, à l'effondrement du système bancaire et la faillite de plusieurs banques. Une hausse rapide du taux de chômage a provoqué la famine au sein de nombreuses populations, un peu partout dans le monde, notamment en Amérique et en Europe. La crise en Amérique s'est vite étendue à l'Europe ayant des répercussions importantes sur les plans politique et sécuritaire. En Allemagne, elle a ouvert la voie au parti nazi pour prendre le pouvoir en 1933. Elle a également mené au fas-



cisme en Italie et à la guerre civile en Espagne en 1936. L'armée nazie s'est intéressée à l'arme atomique en lançant le projet uranium en 1939, sous la direction du physicien Kurt Diebner, acquis à leur cause. Werner Heisenberg (l'un des fondateurs de la mécanique quantique) a aussi tenu un rôle majeur dans ce projet. Cependant, à la fin de l'année 1941, la partie militaire du projet a été abandonnée par manque de fonds, mais la partie civile a été maintenue sous la direction d'Heisenberg, d'ailleurs sans succès.

De nombreux scientifiques allemands de haut niveau comme Einstein ont quitté l'Allemagne ou se sont faits discrets à l'exemple d'Otto Hahn. Étonnamment, celui-ci n'a pas été sollicité par les nazis pour prendre part dans leur programme nucléaire contrairement à Heisenberg, peut-être parce que ce dernier a été plus acquis à leur idéologie. Einstein a dit d'Otto Hahn qu'il est l'un des rares scientifiques allemands restés en Allemagne à se tenir droit pendant les années du mal. Après la 2^{ème} guerre, Otto Hahn a effectivement agi contre la militarisation de l'énergie atomique et contre les essais nucléaires. Quant à Heisenberg, il a beaucoup bénéficié de sa notoriété scientifique, ayant été emprisonné puis vite relâché par les alliés.

En août 1939, le physicien hongrois Szilard a adressé une lettre cosignée par Einstein au président américain Franklin Roosevelt pour attirer son attention sur l'intérêt que les allemands portaient à l'arme atomique, en mettant en exergue le fait qu'il s'agit d'une nouvelle arme dotée d'un grand pouvoir destructif. Cette alerte a mené le président américain à mettre en place un comité consultatif pour l'uranium et son enrichissement, sans accompagner cette décision par une action concrète et vigoureuse. L'Amérique a eu au départ de la 2^{ème} Guerre mondiale une attitude plutôt neutre, et ce n'est qu'au lendemain de l'attaque de Pearl Harbour, le 7 décembre 1941 que l'Amérique s'est rangée résolument aux côtés des alliés dans la guerre contre l'Allemagne nazie et en général contre l'axe Allemagne-Japon-Italie. En 1943, c'est-à-dire plus de 3 ans après la création du comité consultatif sur l'uranium, le projet Manhattan a été lancé en vue de la réalisation effective de la bombe atomique. Ce projet a nécessité un travail intense, effectué dans le plus grand secret même s'il a engagé bon nombre de chercheurs, ingénieurs et techniciens. Plusieurs laboratoires de recherche spécialisés dans le domaine nucléaire ont été créés dont celui de Los Alamos (Nouveau-Mexique) dirigé par Robert Oppenheimer.

Celui-ci a été désigné comme responsable du projet, aidé par une équipe comprenant 4 prix Nobel de physique (Niels Bohr 1922, Enrico Fermi 1938, Isaac Rabi 1944 et James Chadwick 1935). Le 16 juillet 1945, le 1^{er} test d'une bombe atomique a eu lieu dans les plaines arides du Nouveau-Mexique à environ 400 km au sud de Los Alamos. A peine 3 semaines après ce test, le 6 août 1945, le président Harry Truman (qui venait de succéder à Roosevelt, décédé le 12 avril 1945) a ordonné l'utilisation de l'arme atomique contre le Japon, une 1^{ère} fois à Hiroshima et une 2^{ème} fois, seulement 3 jours après, à Nagasaki. Il est difficile de donner les chiffres exacts des victimes des 2 explosions, on parle d'estimations à hauteur de 140 mille morts pour Hiroshima et 70 mille pour Nagasaki.

Einstein a bien compris le côté technique de la bombe atomique et le processus de fission nucléaire. Sa fameuse formule $E=mc^2$ donne la quantité de masse m qui se transforme en énergie lors de cette fission. Elle montre que le rap-

port E/m est le carré de la vitesse de la lumière c , c'est-à-dire une énorme quantité d'énergie pour une infime quantité de masse. On peut dire que c'est le père de la bombe atomique mais il s'en défend en prenant une posture pacifiste. Il s'est opposé à l'utilisation du génie nucléaire à des fins militaires. La photo publiée en première page par un grand journal américain montrant le champignon de la bombe atomique larguée sur le Japon en août 1945 avec à côté son portrait, l'a rendu malade et il a refusé qu'on lui colle le cachet de père de la bombe atomique. D'ailleurs, il n'a pas été associé au comité consultatif dirigé par Oppenheimer. On rapporte aussi que celui-ci, lors du premier essai de la bombe atomique, a eu cette exclamation : 'Je suis la mort' qu'il a accompagnée d'une grosse insulte à l'encontre de tout le comité pour avoir développé un engin de la mort à grande échelle. Cet exemple montre combien la conscience du scientifique est ébranlée lorsqu'il réalise son extension à des fins militaires. Les quatre prix Nobel de physique engagés dans le groupe consultatif étaient bien conscients de leur mission dans le projet de bombe atomique et probablement aussi de sa destination contre le Japon. Cela démontre toute l'ambiguïté pour un scientifique de définir les limites de sa réflexion ou établir une ligne rouge où cette réflexion doit s'arrêter. C'est là où la problématique de l'éthique entre en jeu. Cette problématique a émergé depuis que l'être humain a réalisé la jonction entre le civil et le militaire, la paix et la guerre dans l'exercice de son génie.

Le Japon a capitulé et accepté les conditions des Américains, en particulier le renoncement à la fabrication de l'arme atomique. Cependant, les autres puissances notamment l'Union Soviétique (la Russie plus d'autres Etats devenus indépendants après le démantèlement du mur de Berlin et de l'Union Soviétique en 1991), le Royaume-Uni, la France et la Chine se sont vite lancés dans des programmes intensifs pour la mise au point de cette nouvelle arme usant de toutes leurs ressources humaines (scientifiques, ingénieurs spécialisés dans le génie nucléaire, etc.). Cette situation a marqué la 2^{ème} moitié du 20^{ème} siècle à travers ce que l'on a appelé la guerre froide, opposant principalement le bloc soviétique (ensuite la Russie après le démantèlement de ce bloc) aux USA (et certains pays occidentaux). Tous les Etats officiellement détenteurs de l'arme nucléaire claquent fort que le but est la dissuasion et qu'ils n'envisagent pas son utilisation, sauf en cas de menace pour leur propre existence.

La situation actuelle est toute autre et beaucoup de pays détiennent des stocks énormes d'engins nucléaires d'une sophistication accrue selon leurs moyens et progrès technologiques dans ce domaine. Il y a comme un équilibre des forces dans la dissuasion, mais l'histoire montre que les aléas politiques existent et peuvent engendrer des situations de rupture d'équilibre, dangereuses pour la paix dans le monde. Ceci pour dire que l'argument de dissuasion est fallacieux, et que l'autre part de l'humanité, certainement majoritaire en nombre de populations, et qui n'est pas engagée dans cette course pour l'armement nucléaire, doit réagir et faire entendre sa voix. La communauté internationale éprise de paix doit exprimer sa solidarité, particulièrement les scientifiques qui apprécient mieux l'impact de la science dans le dilemme entre son utilisation pacifique et sa militarisation. L'organisation des Nations unies a pris conscience du danger en créant l'Agence internationale de l'énergie atomique et en faisant signer le traité de non-prolifération des armes nucléaires par la majorité écrasante des pays membres. Beaucoup

d'entre eux suggèrent, à juste titre, le bannissement total de cette arme et la destruction des stocks nucléaires. Il faut reconnaître que le danger est réel et les perturbations dans les relations internationales, un peu partout dans le monde (Ukraine, Moyen-Orient, etc.), engendrent des tensions qui n'augurent rien de bon. Parfois, on entend des voix faisant allusion au recours éventuel à l'arme nucléaire pour résoudre certains conflits militaires qui perdurent. Dans ce contexte, que peut-on dire des essais nucléaires français en Algérie ? La France coloniale a entamé son programme militaire nucléaire en effectuant 17 essais de bombes atomiques dans le Sahara algérien entre 1960 et 1966.

Les 4 premiers essais dans l'atmosphère à Reggane et les 13 autres souterrains, dans le Hoggar. Lors des négociations avec le Gouvernement provisoire algérien en exil à Tunis pour l'octroi de l'indépendance, la France a d'abord voulu séparer le Sahara du reste de l'Algérie mais le leadership algérien s'y est farouchement opposé et a mené les négociations au nom du peuple algérien sur la totalité du territoire.

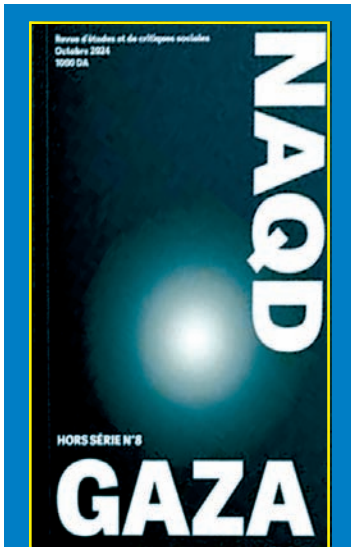
La France a cédé sur ce point mais a poursuivi son programme de tests nucléaires, même en signant les accords d'Evian menant à l'indépendance, le 5 juillet 1962. Il reste à savoir comment cette question a été abordée dans les négociations, les termes des accords d'Evian sur ce sujet, et pourquoi la France refuse jusqu'à présent d'assumer pleinement ses responsabilités, notamment en termes d'indemnisation des populations affectées et de la décontamination complète des zones où la radioactivité reste élevée. Il s'agit là d'un sujet récurrent qui refait surface à chaque difficulté dans les relations entre l'Algérie et la France. En effectuant des essais dans l'atmosphère, les scientifiques et militaires français étaient parfaitement conscients des risques pour les populations de la région et pour les nomades.

En conclusion, l'Algérie est signataire du traité de non-prolifération des armes nucléaires et réclame farouchement leur bannissement total. Elle n'a pas besoin d'un arsenal atomique pour assurer sa sécurité sachant qu'un programme militaire dans ce sens aurait un effet contraire en affectant la stabilité de la région. Il entraînerait une compétition inutile du point de vue de la sécurité. De plus, il consommerait des budgets importants qui seraient beaucoup plus utiles au développement socioéconomique du pays et bénéfiques pour le bien-être du peuple. Par contre, la formation et la recherche en génie nucléaire devraient être érigées au rang de programmes stratégiques dans de nombreux domaines. Parmi ceux-là, on peut citer la transition énergétique à travers l'option électronucléaire, la radiochimie et la fabrication de radio isotopes pour la médecine nucléaire (diagnostic et thérapie des tumeurs) et bien d'autres domaines industriels. Un institut de formation et de recherche de haut niveau pourrait être érigé à Sidi Abdallah aux côtés de ceux existant déjà, voués aux mathématiques, intelligence artificielle et aérospatial. Ce pôle scientifique offre toutes les facilités pour la réussite d'un projet de ce type avec notamment la proximité du Commissariat à l'énergie atomique et de la centrale nucléaire de Draria. Il y a un besoin urgent de formation en génie nucléaire avec toutes ses composantes (neutronique, thermo hydraulique, thermodynamique, cinétique et contrôle des réacteurs, détection des radiations, sécurité, radiochimie, etc.) et qui représente actuellement le parent pauvre de l'université algérienne.

*Exemple du génie nucléaire
Professeur de physique (retraité)

Médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



GAZA. Essais de la Revue d'études et de critiques sociales Naqd. Alger, octobre 2024, Hors série, n°8, 198 pages en français et en anglais et 71 pages en arabe, 1.000 dinars.

Il est dit et écrit que toute lutte de libération nationale ne connaît d'essor réel qu'à la suite d'un événement majeur bouleversant le cours d'une histoire qui, au fil des ans, des silences complices et des «accords», commençait à être totalement oubliée.

C'est ce qui se passait pour la résistance palestinienne qui dure depuis 1948 mais qui, ces dernières années, était en train d'être étouffée : accords dits «d'Abraham», installation de colonies sionistes en Cisjordanie déjà occupée, encerclement de Gaza...

L'opération «Tawfan Al Aksa» du 7 octobre 2023 menée avec succès - en plein territoire «israélien» - par le mouvement Hamas a propulsé la dialectique de la violence et de la contre-violence entre le pouvoir colonial d'Israël et la résistance palestinienne à un niveau inégalé dans l'histoire des confrontations.

La suite est connue avec la réaction sauvage, génocidaire du pouvoir sioniste. Gaza totalement détruite par les bombardements aveugles... élargis au Sud Liban (et contre le mouvement Hezbollah)... et des provocations meur-

GAZA-PALESTINE, NOTRE COMBAT !

trières contre l'Iran. Une répression encore beaucoup plus élargie en Cisjordanie occupée... Tout cela avec le soutien des pouvoirs politiques et médiatiques des pays occidentaux pro-sionistes.

Heureusement, dans la foulée, on a vu apparaître et ou se développer, face aux nouvelles formes de la domination coloniale, de solidarités international(ist)es, tiers-mondistes ou tricontinentales, engagées dans une perspective politique historique de rupture qui s'assume en acte transformatif et de critique radicale. C'est cet esprit-là que ce numéro Hors-série cherche à honorer.

Les Auteurs : Daho Djerbal/ Fowrate Chahal/ Zukiswa Wanner/ Noha Khalaf/Abdulla Moaswes/ Ranabir Samaddar/Muhammad Jihad Ismael/ Ropae : Review of African Political Economy/Imad Sayrafi Greg Thoma/ Umeyya Abu Hana/ Maisan Hamdan

Sommaire : Présentation (Daho Djerbal)/ Vivre et mourir à Gaza/ Alliances et complicité génocidaire/ Critique du discours dominant/ Résistances solidarités. Révolutionnaires et fronts de lutte/Ecrits/ Annexes (Nous vous avons donné Noël... Poèmes)

Extraits : «La manière dont un peuple qui a historiquement reçu des Nazis la marque de l'Etoile de David peut faire de même avec un autre peuple est quelque chose qui doit être disséqué et analysé par des psychiatres et des psychologues» (Zukiswa Wanner, p 33), «Aux Etats-Unis, c'est à partir du début des années 1980, durant l'administration Reagan (1981-1989), que le revirement idéologique vers une droite fondamentaliste a commencé. Composée de néoconservateurs et d'un mouvement évangéliste de droite, cette tendance parfois nommée «les sionistes chrétiens», aboutissait à un phénomène devenu typique de la droite «reaganienne républicaine» (Noha Khalaf, p 55), «Selon certains auteurs, il n'est plus exagéré d'estimer qu'il y a, aux Etats-Unis, une quarantaine de millions de chrétiens sionistes, pour la plupart évangéliques et fondamentalistes» (Noha Khalaf, 60), «Depuis l'élection de 2016, les faits confir-

ment que les Think tanks continuent d'exercer une influence sur l'administration, notamment en termes de politique étrangère et migratoire» (Noha Khalaf, p 66), «Il est clair depuis longtemps que la stratégie israélienne de longue date est d'opérer une épuration ethnique des populations palestiniennes. L'élimination du Hamas et la libération des otages israéliens du 7 octobre sont devenus l'excuse mensongère par excellence pour perpétuer une épuration ethnique se terminant en génocide dans une des régions les plus peuplées du monde» (Noha Khalaf, p 79), «IL faut limiter le pouvoir dur -politique, économique, militaire - des nations riches. Mais il faut aussi que le Sud global s'améliore de manière significative dans le domaine du soft power, dans les arts, la culture et les médias, afin de faire évoluer les récits et les perspectives mondiaux en faveur d'une humanité commune et d'un ordre mondial plus équitable et plus juste, et qui soit également reflété dans les structures multilatérales mondiales» (Groupe de travail. Document de discussion, Pacsoc, p 186).

Une revue qui respecte sa ligne éditoriale de toujours. La défense des solidarités international (ist)es, tiers-mondistes ou tricontinentales... sans perdre sa vision critique et autocritique. Etude à signaler et à ne pas rater : Celle de Noha Khalaf : «Usa-Israël. Convergences géostratégiques et connivences idéologiques» (p54 à 80)

Citations : «Racisme et apartheid sont maintenant au cœur de la démocratie occidentale» (Ranabir Samaddar, p 97), «Les fondements de l'économie israélienne reposent sur le rôle politique et militaire particulier que le sionisme remplit, à l'époque et aujourd'hui, pour l'impérialisme occidental» (Salim Vally/Revue Roape, p 127), «C'est l'hégémonie culturelle blanche et occidentale qui façonne encore et toujours les droits de l'homme, qui leur donne la priorité et les instrumentalise dans la poursuite de leurs agendas politiques, économiques et sécuritaires» (Groupe de travail. Document de discussion, Pacsoc, p 181).

Réaliste et dramatique comme épilogue. La cause profonde : peut-être ces premiers départs au lieu de rester et de résister. Mais à qui la faute ? Aux Palestiniens eux-mêmes ? A leurs dirigeants ? Aux pays arabes ? A certains dirigeants de certains pays arabes ? Au terrorisme... et à l'argent sionistes ? Aux pressions des grandes puissances ?

Un livre superbement écrit. Avec le cœur. Avec les tripes. Avec les larmes au fond des yeux. Un livre qui se lit avec facilité. Qui vous fera aimer encore plus la Palestine. Qui vous fera mieux comprendre la douleur des Palestiniens, première et deuxième générations de l'exil. Un livre douloureux, mais beau ! A lire absssssssssssssolument.

Phrase à méditer : «Je l'ai abandonnée (la Palestine) à son sort et elle m'a rendu le mien».

(Fiche de lecture déjà publiée en juin 2020. Extraits pour rappel. Fiche complète in www.almanach-dz.com/ relations internationales/ bibliothèque d'almanach)

Réflexion sur une littérature engagée : entre émancipation et compromission

Par Abderrezak Bouchama*

La littérature algérienne a toujours été marquée par une tension entre engagement et instrumentalisation, entre mémoire et oubli. Si des figures emblématiques comme Kateb Yacine et Rachid Boudjedra ont forgé une tradition littéraire enracinée dans la résistance et l'émancipation, d'autres voix contemporaines, comme celles de Kamel Daoud et Boualem Sansal, semblent s'éloigner de cet héritage pour conforter des narrations dévoyées, alimentant ainsi les préjugés hérités du colonialisme.

UN DEVOIR DE MÉMOIRE FACE AUX CHIMÈRES POSTCOLONIALES

L'Algérie porte une histoire lourde, marquée par 132 ans de colonisation brutale et par une guerre d'indépendance parmi les plus sanglantes du XXe siècle. Cette histoire n'est pas un fardeau à fuir, mais une mémoire collective à préserver et à transmettre. Kateb Yacine, écrivain et poète de la lutte, l'a compris dès ses premières œuvres. Il a fait de Nedjma un symbole de la quête identitaire algérienne, transcendant les fractures imposées par le colonialisme. Dans ses engagements littéraires et politiques, il a toujours refusé de trahir la mémoire de ceux qui ont combattu pour la liberté. À l'opposé, les discours tenus par Kamel Daoud et Boualem Sansal s'inscrivent souvent dans une logique de distanciation, voire de négation de cette mémoire. En minimisant la portée révolutionnaire de la guerre d'indépendance ou en la réduisant à une succession de violences stériles, ils offrent à des cercles postcoloniaux occidentaux une version révisionniste de l'histoire algérienne. Cette posture, déconnectée des réalités vécues par les Algériens, alimente les fantasmes nostalgiques d'un empire colonial «civilisateur», tout en renforçant les préjugés d'une extrême droite avide de caricatures simplistes.

UNE CRITIQUE LÉGITIME, MAIS ANCRÉE DANS L'ÉTHIQUE

Critiquer les failles de la société algérienne, son système politique ou ses dérives religieuses, est une démarche légitime et nécessaire. Cependant, cette critique doit s'inscrire dans une éthique du respect et de la construction. Rachid Boudjedra, malgré ses critiques acerbes envers le régime algérien, n'a jamais oublié l'héritage colonial ni les luttes du peuple algérien. Il a dénoncé avec courage l'islamisme, mais sans tomber dans l'islamophobie. Sa plume reste profondément enracinée dans une quête d'émancipation culturelle et politique. En revanche, Daoud et Sansal ont souvent franchi cette ligne éthique. Leurs discours, volontairement provocateurs, s'alignent parfois sur des narrations occidentales essentialisant les Algériens et

les musulmans. Sansal, en assimilant l'islamisme au nazisme dans 2084 : La fin du monde, a alimenté des amalgames dangereux. Daoud, en dénonçant les «archaïsmes» du monde arabomusulman, a offert des munitions aux tenants d'une vision condescendante et paternaliste envers les sociétés du Sud ⁽¹⁾.

L'accueil réservé à Daoud et Sansal dans les cercles littéraires occidentaux n'est pas anodin. Leurs œuvres, bien que parfois critiques envers l'Occident, sont souvent perçues comme des confirmations des clichés sur l'Algérie : une société figée dans le passé, incapable de progrès, et en proie à une religion oppressante. Cette instrumentalisation n'est pas nouvelle. Les élites littéraires postcoloniales, marquées par une nostalgie de l'empire, ont toujours cherché des voix «subalternes» prêtes à valider leurs récits. Dans ce contexte, Kateb Yacine avait déjà dénoncé, en 1983, la manière dont le message des écrivains algériens était «détourné, déformé» par les milieux littéraires français ⁽²⁾.

UNE LITTÉRATURE AU SERVICE DE LA DIGNITÉ

La véritable opposition entre ces écrivains ne se situe pas dans leurs choix esthétiques ou linguistiques, mais dans leur rapport à l'histoire et à la mémoire. Kateb Yacine et Boudjedra ont utilisé leur plume comme une arme de libération, refusant les compromis avec les narrations coloniales ou néocoloniales. Ils ont critiqué l'Algérie, mais toujours dans le but de la relever, jamais de l'humilier. Daoud et Sansal, en revanche, semblent s'être placés dans une posture de surplomb, parlant de l'Algérie davantage que pour elle. Leur critique, souvent légitime dans le fond, est rendue stérile par son instrumentalisation. Elle ne sert pas à construire une réflexion collective, mais à conforter des milieux occidentaux prompts à essentialiser les sociétés arabo-musulmanes.

L'Algérie mérite une littérature à la hauteur de son histoire : une littérature qui refuse les chimères du révisionnisme et les séductions des cercles postcoloniaux. L'écrivain a une responsabilité, non pas celle de glorifier aveuglément, mais de critiquer avec justice, de construire avec éthique, et de défendre une mémoire qui est le socle de toute émancipation.

Dans ce combat, Kateb Yacine et Rachid Boudjedra restent des phares, rappelant que la littérature n'a de sens que lorsqu'elle est au service de la dignité humaine et de la liberté. Les générations actuelles et futures d'écrivains algériens doivent s'inspirer de cet héritage pour refuser toute compromission et réaffirmer la puissance d'une parole libre et résistante.

*Médecin réanimateur et chercheur

Références :
1. https://www.lemonde.fr/idees/article/2016/01/31/cologne-lieu-de-fantasmes_4856694_3232.html
2. <https://www.founoune.com/le-milieu-litteraire-francais-par-kateb-yacine/>



LA MAISON DU NEGUEV. Une histoire palestinienne. Un recueil de souvenirs de Suzanne El Farrah El Kenz. Apic Editions, Alger 2009, 159 pages, 400 dinars

Les maires appelés à présenter un état des lieux de la perception des taxes Les communes sommées de renforcer leurs financements propres

D. B.

Face au déficit de la majeure partie des communes de la wilaya, les services de la wilaya ont réitéré ses instructions relatives à la relance du processus de perception des taxes, jugé très faible dans la plus grande partie des communes. A ce titre, et selon des sources proches de la wilaya, les maires sont appelés à présenter un état des lieux sur la perception des taxes au niveau de leur collectivité et de le soumettre à la wilaya. En effet, en dépit d'une «mosaïque» de 25 impôts et taxes, le rendement de la majorité des impôts profitant aux communes reste insignifiant alors que la structure fiscale favorise fréquemment les régions industrielles ou commerciales. En fait, 58% des ressources fiscales communales proviennent de la seule TAP (Taxe sur l'activité professionnelle) et 35% de la TVA (Taxe sur la valeur ajoutée), alors que les autres impôts ne représentent que 4% de la fiscalité locale. Dans ce contexte, les pouvoirs publics accentuent les efforts pour renforcer les financements propres des collectivités locales lesquelles demeurent excessivement dépendantes du budget

de l'Etat. Dans les communes de la wilaya d'Oran, le manque à gagner en matière de perception des taxes dépasserait de loin les quatre milliards de DA, indiquent nos sources. Une situation qui n'a pas été sans susciter la réaction des responsables qui se sont succédé à la tête de la wilaya d'Oran. A ce titre, des instructions ont été données aux maires pour prendre les mesures qui s'imposent pour accélérer le processus de recouvrement. Dans ce contexte et conformément aux instructions du ministère de l'Intérieur sommant les collectivités locales à créer la richesse et à renflouer leurs caisses, la wilaya d'Oran vient d'instruire les communes pour une meilleure gestion de leur patrimoine notamment en matière de perception des taxes. Un dossier qui constitue un véritable casse-tête pour les gestionnaires des collectivités locales. Selon nos interlocuteurs, cette instruction s'adresse surtout aux communes côtières et aux grandes communes de la wilaya à l'image de Aïn El Turck, Oran, Arzew, Boutlélis, etc. Selon nos sources, la majeure partie des communes de la wilaya accusent un grand retard en matière de perception des taxes. Pourtant,

une grande partie des communes de la wilaya se plaignent d'un manque latent de moyens financiers. Nos sources indiquent que les communes de la daïra d'Es-Sénia et la commune d'Oran, ainsi que les communes de la daïra de Aïn El Turck, arrivent en premier en matière de non perception des taxes. A Oran, le P/APC M. Boukhatem a pris des dispositions pour inciter les services chargés de la perception des taxes de location des biens communaux et à mettre tous les moyens afin d'assainir la situation. A ce titre, le maire d'Oran a adressé des instructions à l'ensemble des services de la commune pour adopter plus de rigueur dans le recouvrement des taxes et loyers des biens communaux. Selon un exposé présenté il y a quelques années, plus de 55 milliards de centimes de créances n'ont pas été perçus par les services de la trésorerie de la commune. Le maire d'Oran a insisté sur un état des comptes pour vérifier si effectivement la nouvelle tarification a pris effet au niveau des guichets d'encaissement de la trésorerie municipale et quel en est le taux d'amélioration sur les rentrées, le cas échéant.

Direction régionale des douanes d'Oran 84 douaniers promus à des grades supérieurs

K. Assia

Un total de 84 douaniers entre officiers et agents de douanes de la Direction régionale des douanes d'Oran, qui coiffe 5 sous-directions et 4 inspections divisionnaires, ont été promus à des grades supérieurs, lors d'une cérémonie organisée au courant de ce mois au siège de cette direction. Celle-ci présidée par le directeur régional de ce corps constitué, M. Méliani Omar a permis de mettre en exergue l'intérêt accordé par la Direction générale des douanes algériennes (DGD) à valoriser et à motiver davantage les compétences et surtout de souligner son rôle et ses missions dans la protection et la promotion de l'économie nationale, la protection des frontières et le soutien à l'investissement. Une occasion pour

rappeler les acquis et les différentes avancées en matière de développement de la formation, de modernisation des moyens techniques et technologiques, et surtout de professionnalisme avec pour objectif de hisser l'administration institution, au rang du progrès et de la performance. Dans ce registre, l'occasion a été saisie pour remercier ces promus pour leur dévouement dans l'accomplissement de leur mission.

Le mois dernier, le corps douanier s'est renforcé par la sortie de promotion conjointe de 441 agents de contrôle des douanes dont 253 ont suivi leur formation au niveau de l'Ecole supérieure des douanes d'Oran alors que 188 autres ont été formés par l'Ecole des douanes de Ouled Mimoun dans la wilaya de Tlemcen. Les éléments de cette promotion ont sui-

vi une formation spécialisée de 9 mois avec un programme théorique et aussi une formation paramilitaire au niveau des deux écoles en plus d'un stage pratique dans les services extérieurs de l'administration douanière. Un perfectionnement qui vient en application du programme de modernisation mis en place et dont les grands axes reposent sur la numérisation, l'amélioration du système d'information et de renseignement, la gestion et la formation des ressources humaines, le renforcement des contrôles, l'information et la communication et les facilitations dans les procédures douanières. Notons que cet apport va renforcer les rangs des douanes et surtout les services opérationnels avec pour but de protéger et de servir l'économie nationale et exercer en application des lois et des règlements en vigueur.

Formation en échographie thoracique et cardiaque Vers une médecine moderne au service de pneumologie de l'EHU

J. Boukraa

Dans le cadre de la formation continue des médecins et de l'amélioration des services de santé, le service de pneumologie de l'Etablissement hospitalo-universitaire du 1^{er} Novembre 1954 à Oran a organisé avant-hier une journée de formation consacrée à l'échographie thoracique et à l'échocardiographie. Cet événement, placé sous la direction du professeur Issa Ourdi, chef du service, a été animé par le professeur Malik Yelles Soufiane, un expert en anesthésie-réanimation et en imagerie médicale. Cette formation avait pour objectif de renforcer les compétences des praticiens dans l'utilisation des techniques d'échographie, qui s'imposent aujourd'hui comme des outils essentiels dans le diagnostic et le suivi des pathologies. En effet, l'échographie thoracique et cardiaque offre de nombreux avantages : elle permet de réduire la dépendance aux technologies plus complexes et coûteuses comme le scanner et l'IRM, tout en facilitant des interventions médicales plus sûres et moins invasives, telles que les biopsies pulmonaires guidées par ultrasons. De plus,

elle joue un rôle crucial dans la prise en charge des patients souffrant de maladies pulmonaires impactant le cœur, comme l'insuffisance respiratoire, la fibrose pulmonaire ou l'hypertension artérielle pulmonaire.

Le programme de la journée s'est déroulé en deux volets. Dans un premier temps, une session théorique a permis aux participants d'acquérir une compréhension approfondie des principes fondamentaux de l'échographie thoracique et cardiaque. Le professeur Malik Yelles Soufiane a expliqué en détail les applications cliniques de ces techniques et leurs bénéfices pour le diagnostic et le traitement des pathologies complexes. La deuxième partie de la formation a été consacrée à la pratique.

Les médecins présents ont eu l'opportunité de réaliser des examens échographiques en direct sur des patients hospitalisés au sein du service de pneumologie. Ils ont également participé à des procédures de biopsies pulmonaires guidées par ultrasons, ce qui leur a permis de mettre en application les connaissances acquises tout en améliorant leurs compétences pratiques sous la supervision d'un expert. Cette initiative s'inscrit dans une démarche plus large de modernisation et de développement des services hospitaliers, impulsée par la direction générale de l'établissement. L'objectif est d'intégrer les avancées technologiques les plus récentes afin de garantir des soins de qualité et de répondre aux besoins croissants des patients.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Younsi Fatima, 74 ans, Belgaïd
Tahraoui Malika, 74 ans, Oran
Hamaïdi Fatima, 87 ans, Oran
Bentahar Zoubida, 87 ans, Oran

Horaires des prières pour Oran et ses environs

26 jomada el oula 1446

El Fedjr 06h23	Dohr 12h51	Assar 15h32	Maghreb 17h54	Icha 19h16
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Sahara Occidental Les militants suédois solidaires de la cause sahraouie à Oran

Les militants suédois Benjamin Ladraa et Sanae Kotbi, solidaires avec la cause sahraouie ont fait escale à Oran mardi dans le cadre d'un voyage en vélo en soutien au peuple sahraoui. Accompagnés de leur photographe Leif Ericsson, ils ont été accueillis, sur la place publique de la commune de Gdyl, par les autorités locales, des associations de la société civile, des citoyens et une délégation d'étudiants de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) poursuivant leurs études en Algérie. A cette occasion, Benjamin Ladraa a exprimé sa joie de se retrouver en Algérie, 26^e pays visité dans le cadre de leur initiative visant à sensibiliser sur la cause sahraouie, se déclarant honoré de participer à une telle action solidaire envers «la dernière colonie en Afrique». En outre, il a souligné que l'accueil chaleureux qui leur a été accordé reflète «l'ampleur de la solidarité populaire algérienne avec la juste cause sahraouie et toutes les formes de soutien international à ce peuple en lutte contre l'occupant marocain». Pour sa part, Sanae Kotbi a déclaré: «les activités menées et

les rencontres organisées dans plusieurs pays au cours de ce voyage à vélo ont permis de mettre la lumière sur les souffrances du peuple sahraoui dans les territoires occupés», tout en dénonçant «l'occultation médiatique de cette question». Le photographe Leif Ericsson, qui accompagne les militants dans ce long voyage de plus de 32.000 kilomètres, qui s'achèvera dans les camps de réfugiés sahraouis, a exprimé sa gratitude envers l'Algérie, qu'il considère comme le pays qui croit le plus à la juste cause sahraouie et soutient son indépendance et à sa liberté. Mohamed Mouloud Marzouk, étudiant sahraoui à l'université de M'Sila venu accueillir les militants suédois en compagnie d'une délégation estudiantine sahraouie, a souligné que le groupe suédois exprime une solidarité politique à travers le sport, une méthode ayant prouvé son efficacité ces dernières années, affirmant que «cette solidarité internationale croissante avec la juste cause sahraouie portera ses fruits un jour où le drapeau de la République arabe sahraouie démocratique flottera dans sa capitale, Layoune».

Salon international sur le Hadj, la Omra et le tourisme Une affluence de plus de 15.000 visiteurs



La première édition du Salon international «El-Haramaïne, le Hadj, la Omra et le tourisme», qui a pris fin mardi soir au Centre des conventions «Mohamed Benahmed» d'Oran, a attiré plus de 15.000 visiteurs et a été sanctionnée par la conclusion de 42 accords, a-t-on appris des organisateurs. Cette manifestation de deux jours a enregistré une forte affluence de visiteurs nationaux et étrangers, intéressés par le tourisme religieux, en particulier dans les domaines du Hadj, de la Omra, de l'hôtellerie et des services de restauration, a indiqué, à l'APS, le commissaire du salon, Mounir Betraoui. Par ailleurs, les rencontres bilatérales organisées dans le cadre du salon ont permis la signature de 42 accords, principalement entre des entreprises

algériennes et saoudiennes dans le domaine de la restauration. D'autres accords ont été conclus entre l'Autorité générale du Hadj et de la Omra libyenne et une société saoudienne, ainsi qu'entre des acteurs du secteur hôtelier, dans le but d'améliorer les services en préparation de la Omra de Ramadhan, selon la même source. Organisé par la société «Even Pro» spécialisée dans l'organisation d'événements, ce salon a rassemblé 35 entreprises et agences de voyages spécialisées dans l'hôtellerie, la restauration et les services touristiques innovants, d'Algérie, d'Arabie saoudite, d'Egypte, de Tunisie et de Libye, selon le commissaire du salon, qui a annoncé que la deuxième édition de cet événement se tiendra en juillet 2025 à Alger.

Mostaganem Aménagements annoncés au centre-ville

Le centre-ville de Mostaganem bénéficiera d'un projet d'aménagement urbain ciblant le quartier commercial et l'oued Aïn Sefra, selon les services de la wilaya.



Selon la même source, le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh a tenu, lundi, une réunion consacrée à la présentation et à l'examen de l'étude préliminaire du projet d'aménagement urbain du centre-ville de Mostaganem et de l'oued Aïn Sefra.

Ce projet vise à réhabiliter le centre-ville à partir de l'intersection de la rue Ayachi Bouali jusqu'au pont du 17 Octobre 1961, ainsi que le long du lit de l'oued Aïn Sefra qui le traverse, en intégrant les différents espaces commerciaux, selon la même source. L'étude préliminaire prévoit l'aménage-

ment d'aires de jeux, d'espaces de loisirs et de détente, de parkings pour les taxis et les bus, ainsi que des marchés qui accueillent des milliers de citoyens chaque jour. Elle propose également des solutions pour réduire les problèmes d'encombrement routier.

A l'issue de la présentation, le wali a donné des instructions, mettant l'accent sur la préparation rigoureuse de l'opération, notamment en ce qui concerne l'estimation de ce projet stratégique, qui sera pris en charge financièrement dans le cadre des futurs programmes de développement, a-t-on indiqué. Récemment, le centre-ville

de Mostaganem a bénéficié de plusieurs opérations, notamment l'aménagement des routes, la réhabilitation des places publiques et des jardins, à l'instar de la place "1er-Novembre 1954" et le jardin "Emir Abdelkader". En outre, des travaux de rénovation ont concerné la mosquée historique et patrimoniale "Badr", ainsi que la bibliothèque et le musée de la commune de Mostaganem.

Le quartier communément appelé "Les Arcades" proche du centre-ville, a également bénéficié d'une vaste opération de restauration et de maintenance des anciens bâtiments, a-t-on ajouté.

Université: le solaire fait sa formation

Le département de physique de la faculté des sciences exactes et d'informatique de l'Université "Abdelhamid Ibn Badis" de Mostaganem a ouvert une spécialité pour les étudiants en Master, destinée à l'enseignement des matériaux et des techniques liés à l'énergie solaire, a-t-on appris, mercredi à Oran, auprès du même département.

Dans une déclaration à l'APS, en marge de sa visite avec un groupe d'enseignants et d'étudiants du département de physique de l'Université de Mostaganem au Salon des énergies renouvelables, des énergies du futur et du développement durable "ERA", clôturé mercredi au Centre des conventions Mohamed Benahmed d'Oran, la professeure Rahal Wassila, spécialiste du domaine, a indiqué: "dès le début de l'année universitaire

en cours, une nouvelle spécialité de Master professionnel dédiée aux énergies renouvelables et plus particulièrement à l'énergie solaire, a été ouverte pour les étudiants de première année de Master. Quinze étudiants, titulaires d'une licence en physique, y sont inscrits". L'ouverture de cette spécialité répond à une demande croissante sur le marché de l'emploi en Algérie pour des spécialistes dans les énergies renouvelables, notamment dans le domaine de l'énergie solaire, que ce soit pour la fabrication, la maintenance ou le développement des équipements spécifiques à ce secteur, face à l'augmentation notable de la demande, ces dernières années, a fait observer Mme Rahal.

Le département de physique de la faculté des sciences exactes et d'informatique de l'Uni-

versité "Abdelhamid Ibn Badis" de Mostaganem a conclu plusieurs accords de coopération avec des centres de recherche nationaux spécialisés, dans l'optique de l'encadrement et de soutien aux étudiants de cette spécialité.

Parmi ces établissements figurent le Centre de recherche en technologies des semi-conducteurs à Alger, l'Entreprise nationale des industries électroniques de Sidi Bel Abbès, ainsi que d'autres établissements publics et privés, a ajouté la professeure.

Le cursus dans cette spécialité dédiée aux matériaux et aux techniques de l'énergie solaire dure deux ans et les étudiants bénéficient de stages pratiques au sein de plusieurs entreprises industrielles spécialisées, qui ont exprimé leur disposition à les accueillir et à les soutenir, a-t-elle précisé.

Adrar

Monoxyde de carbone : comment éviter le pire ?

La direction de la Protection civile de la wilaya d'Adrar a lancé une vaste campagne de sensibilisation aux risques du monoxyde de carbone (CO) dans les différentes cités et villes ayant bénéficié récemment du gaz de ville et de détecteurs CO, selon un communiqué de la Direction générale de la protection civile (DGPC).

Cette opération qui s'étalera jusqu'au 31 mars 2025, s'inscrit dans le cadre de "l'application du plan annuel

de communication de la DGPC, dans son volet relatif à la sensibilisation au risque d'intoxication par le monoxyde de carbone", précise le communiqué qui rappelle que cette wilaya "a bénéficié récemment de l'opération d'installation de détecteurs de CO par les services de Sonelgaz, avec l'approche de la saison hivernale".

Cette opération de sensibilisation "est destinée aux citoyens, à travers la pro-

grammation d'opérations de sensibilisation au profit des établissements éducatifs, des centres culturels et des résidences universitaires, outre l'organisation de conférences de sensibilisation au niveau des mosquées de la wilaya et des écoles coraniques, afin de contribuer à ancrer la culture de prévention chez les citoyens et à les sensibiliser aux risques du monoxyde de carbone, ce tueur silencieux", a conclu le communiqué.

Tlemcen Un feu tricolore pas comme les autres

La Société générale d'études et réalisations hydrauliques "Sogherwit", implantée à Tlemcen, filiale du groupe public Gerhyd, vient de développer des feux tricolores alimentés par l'énergie solaire et gérés par l'intelligence artificielle, a indiqué Belkacem Fekir Walid, chef du département de télégestion de cette entreprise.

"Nous avons développé un feu tricolore, qui fonctionne grâce à un algorithme que nous avons créé nous même, connecté à des caméras de surveillance pour le contrôle du trafic", a expliqué M. Belkacem Fekir dans une déclaration à l'APS, en marge de la 14e édition du salon des énergies

renouvelables, des énergies du futur et du développement durable (ERA), qui se clôture ce mercredi au Centre des conventions d'Oran (CCO) Mohamed Benahmed. Cette entreprise publique, spécialisée dans la télégestion des ouvrages hydrauliques, tente ainsi de diversifier ses produits et proposer des solutions en dehors de son domaine principal, a-t-on souligné de même source, ajoutant que ce feu tricolore s'adapte aux flux des voitures et des piétons, grâce aux caméras de surveillances, équipées de détecteurs de mouvements.

Ce système sera prochainement expérimenté au niveau de la wilaya de

Tlemcen, a fait savoir le même responsable, soulignant qu'il s'agit d'un système très efficace en mesure de réduire les embouteillages de manière significative.

La Sogherwit a déposé un dossier pour l'obtention d'un brevet de ce feu tricolore, qui a toutes ses chances pour concurrencer les produits importés, a-t-il souligné.

La 14e édition du salon Era a enregistré la participation d'une centaine d'exposants, l'organisation d'une vingtaine de conférences sur différentes thématiques en rapport avec les énergies renouvelables et la visite de plus 2.000 professionnels, a-t-on appris auprès des organisateurs.

Aïn Temouchent Le stockage de céréales sera renforcé

La wilaya d'Aïn Temouchent a bénéficié d'un programme portant sur la réalisation de neuf infrastructures de stockage de céréales, selon le wali, Mabrouk Ouled Abdennebi. Lors de la pose de la première pierre pour la construction d'une infrastructure de stockage de céréales dans la commune d'Aghlal, le wali a souligné que "la wilaya a bénéficié d'un programme pour la réalisation de neuf infrastructures de stockage de céréales" indiquant que "les procédures sont en cours pour leur concrétisation sur le terrain".

Il a également insisté sur "l'importance de ce programme initié par le

président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le cadre de la stratégie visant à renforcer les capacités de stockage en vue d'atteindre les objectifs de sécurité alimentaire".

Le premier responsable de l'exécutif de la wilaya d'Aïn Temouchent a mis l'accent sur l'impératif de respecter les délais fixés pour la concrétisation des ces infrastructures.

La capacité de stockage de l'infrastructure de stockage des produits céréaliers, dont les travaux ont été lancés dans la commune d'Aghlal, est estimée à 5.200 tonnes, pour une enveloppe budgétaire de 230 millions DA allouée à sa

réalisation, selon les explications fournies à cette occasion.

La directrice de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction de la wilaya, Hafida Barbaoui, chargée du suivi de l'opération a précisé que "la wilaya a bénéficié d'un budget de 2,2 milliards DA pour la réalisation de neuf infrastructures de stockage de céréales, signalant que les procédures de sélection des entreprises chargées des travaux ont été finalisées pour sept projets.

Par ailleurs, le wali a inspecté le projet de réalisation d'un silo en structure métallique de stockage de céréales dans la commune d'Aïn El Kihel.

Mascara

Des œuvres artistiques pour raconter la Révolution

Plusieurs tableaux exposés dans le cadre de la 16e édition du Salon national des arts plastiques "Abdelkader Kermas", dont les activités s'achèvent mercredi soir à la Maison de la Culture "Abi Ras Ennaciri" de Mascara, retracent l'histoire de la glorieuse Révolution de libération et les actes héroïques du peuple algérien. Cette manifestation a permis aux visiteurs de découvrir plusieurs œuvres artistiques abordant l'histoire de la glorieuse Révolution de Novembre, les sacrifices et les exploits du peuple algérien durant la période coloniale. Des portraits de figures historiques nationales telles que l'Emir Abdelkader et le Cheikh Abdelhamid Ibn Badis y sont également présentés.

Ces tableaux à l'huile ont attiré un public nombreux, notamment des jeunes passionnés des arts plastiques,

ainsi que des amateurs de cette forme d'expression artistique inscrite dans divers établissements culturels et de jeunesse. L'artiste Roumaïssa Merabet, de la wilaya de Constantine, a expliqué à l'occasion qu'elle se concentrait dans ses œuvres sur les batailles de l'Armée de libération nationale contre l'armée coloniale française, comme celles d'El Djorf (22 septembre 1955) à Tébessa et de Djebel Babor (19 janvier 1960) à Sétif. De son côté, l'artiste Nabil Belabbassi de la wilaya de Tlemcen a indiqué avoir réalisé 45 tableaux à l'huile, depuis le début de sa carrière artistique, il y a dix ans.

Ses œuvres mettent en lumière des figures révolutionnaires telles que Mostefa Ben Boulaïd et Mohamed Larbi Ben M'hidi, ainsi que des lieux marquants de la Révolution de No-

vembre, comme "Dar El Baroud" à Chlef et le site de la bataille de "Bab El Bekouche", dans la wilaya de Tissemsilt. Un concours a été lancé, aujourd'hui, pour désigner le meilleur tableau à l'huile présenté lors de cette manifestation, supervisé par un jury composé de spécialistes en arts plastiques. La clôture de ce salon était prévue, mercredi soir à la Maison de la Culture "Abi Ras Ennaciri" de Mascara, par une cérémonie de distinction en l'honneur des artistes participants. Il est à noter que cette manifestation, organisée à l'initiative de l'établissement culturel précité, dans le cadre de la célébration du 70e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de novembre, a réuni 36 artistes plasticiens amateurs et professionnels issus de 20 wilayas.

APARTEMENTS

■ A vendre F2, acté, livret foncier, superficie 36 m², cour espagnole, immeuble rdc et 1^{er} étage. Prix 360 millions, rue Marguerite, Oran -Tél : 0778.83.06.85 - 0541.02.26.37

■ Location très joli appartement F4, 3^e étage, superficie 90 m², cité très calme, Bellevue, Oran - 0549.11.27.24

VEHICULES

■ Vends Clio 4 T.C.E., année 2018, 0 retouche, 0 peinture 86.000 k m - Tél : 0771.27.32.85

LOCAUX

■ A vendre local aménagé, fini, 220 m², rue Benguigui, face restaurant 'Le Dragon' (Front de mer) -Tél : 0771.27.32.85

■ Loue local de 86 m² avec deux rideaux et vitrines, aménagé, à Belgaïd, en face mosquée 'Machaalah' -Tél : 0558.79.43.27-0557.48.10.84

VILLAS

■ Vente maison à démolir, superficie 200 m², 2 faç, avec 3 magasins, idéal pour promotion immobilière à Maraval / Oran - 0557.69.61.12

■ A vendre niveau de R+1, rez de chaussée, contenant appartement de 60 m², salon, cuisine, sdb, chambre, terrasse, plus jardin, en commun, place St-Germain, Ain Turk -Tél : 0771.91.46.37

PENSÉE

Hadjia Allal

Khadidja :

28 Novembre 2023 -

28 Novembre 2024

Un an déjà depuis

que tu nous as

quittés chère tante et

mère Djidja, vers un

monde meilleur éternel, comme si c'était

hier, laissant derrière toi un grand vide.

Tu es toujours présente dans nos

pensées. Nous n'oublierons jamais, ta

gentillesse et ta générosité envers tout le

monde. Tu étais une femme

exceptionnelle, courageuse; une femme

qui s'est sacrifiée pour faire le bonheur

des autres. En ce douloureux souvenir,

nous demandons à tous ceux qui l'ont

connue et aimée d'avoir une pieuse

pensée à ta mémoire et de prier Dieu

Tout-Puissant de t'accueillir en Son

Vaste Paradis. Repose en paix

Les Familles: Hadja Allal, Bendani,

Benguedda, Guettat.



HUISSIERS DE JUSTICE

محضرين قضائيين

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني
في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente
aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10

Mail canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing & Publicité

Conception-Rédaction & Publication de vos annonces
publicitaires dans la Presse

الديوان العمومي للمحضر القضائي
الأستاذ بن عبد الله الهواري، محضر قضائي لدى محكمة أرزيو
مجلس قضاء وهران
الهاتف: 0673 25 57 99 - 0550 71 51 53
إعلان عن بيع منقولات مادية معفية من الخدمة
بالمزاد العلني
نحن الأستاذ بن عبد الله محضر قضائي بدائرة اختصاص محكمة
أرزيو الكائن مقر مكتبتنا بالشارع الرابع للحدائق ع 05 رقم 02
أرزيو.
- بناء على طلب مؤسسة سورفيرت الجزائر الكائن مقرها حي
point du jour شارع الولاية رقم 32 تجزئة 387 إيلو 83 وهران.
* نعلن بأننا سنشرع في يوم 2024/12/12 على الساعة 11:00
سا صباحا على بيع الحصص التالية المدونة أسفله بالمزاد العلني:
LOT UNIQUE :
- سيارة من نوع بوخو EXPERT تحت الترخيم: 17495-114-31
- سيارة من نوع رونو MEGANE تحت الترخيم: 16155-109-31
- سيارة من نوع داسيا لوفان تحت الترخيم: 06731-110-31
- سيارة من نوع داسيا لوفان تحت الترخيم: 01408-109-31
- سيارة من نوع داسيا لوفان تحت الترخيم: 07694-111-31
- سيارة من نوع داسيا لوفان تحت الترخيم: 06619-110-31
* مكان الزيارات: PARC SORFERT المنطقة الصناعية
بأرزيو قبل 48 ساعة من تاريخ انعقاد جلسة البيع بالمزاد العلني.
* سيتم البيع بمقر ديواننا العمومي المذكور أعلاه بالتاريخ المشار
إليه أعلاه.
و إثباتا بما تقدم حرجنا المحضر الحالي بالتاريخ المذكور ولصحته
أمضيته وأمهرناه بخاتمنا نحن المحضر القضائي. المحضر القضائي



ALGERIE TELECOM - SPA -
DIRECTION OPERATIONNELLE DES TELECOMMUNICATIONS AIN TEMOUCHENT
NIF N°0002162990033049

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES
MINIMALES
N° 07/AT/DOT46/SDFS/DAL/2024 (Relance)

La direction opérationnelle des télécommunications Ain Témouchent relance l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales Réf : N° 05/AT/DOT46/SDFS/DAL/2024 portant sur la conclusion d'un contrat à commandes d'adhésion relatif aux travaux de remplacement, de réparation et de développement du réseau de distribution en cuivre CDN

La participation au présent appel d'offres s'adresse aux entreprises titulaires de registre de commerce comprenant le code d'activité N° 109214 intitulé « Entreprise d'installation de réseaux et de centrales électriques et téléphoniques ».

Les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offres sont invitées à retirer le cahier des charges contre le paiement de la somme de cinq mille dinars algériens (5000.00 DA), non remboursable, auprès de la banque BNA Ain Témouchent compte N° 001 00728 0300000 100/13.

Les soumissionnaires devront obligatoirement joindre les documents exigés dans le cahier des charges.

Les offres doivent étre composées:

- 1- D'un Dossier Administratif: inséré dans une enveloppe fermée à part, portant la dénomination du soumissionnaire, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « Dossier Administratif » et qui contient les documents mentionnés sur le cahier des charges.
- 2- D'une Offre Technique: insérée dans une enveloppe fermée à part, portant la dénomination du soumissionnaire, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « Offre Technique » et qui contient les documents mentionnés sur le cahier des charges.
- 3- D'une Offre Financière: insérée dans une enveloppe fermée à part, portant la dénomination du soumissionnaire, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « Offre Financière » et qui contient les documents mentionnés sur le cahier des charges.

Les 03 enveloppes doivent étre insérées dans une seule enveloppe externe fermée et anonyme portant les mentions suivantes:

ALGERIE TELECOM -SPA-
Direction Opérationnelles des télécommunications Ain Témouchent
Adresse : N°9, Bd Larbi Ben M'hidi, Bloc 4-19 Complexe OPGI, Ain Témouchent
Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales
Travaux de remplacement, de réparation et de développement du réseau de distribution en cuivre CDN
N° 07/AT/DOT46/SDFS/DAL/2024 (Relance)
« À l'ouverture que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Les plis doivent étre adressées à:

ALGERIE TELECOM -SPA-
Direction Opérationnelle des télécommunications Ain Témouchent
N°9, Bd Larbi Ben M'hidi, Bloc 4-19 Complexe OPGI, Ain Témouchent

ALGERIE TELECOM - SPA -
DIRECTION OPERATIONNELLE DES TELECOMMUNICATIONS AIN TEMOUCHENT
NIF N°0002162990033049

Le soumissionnaire doit obligatoirement fournir l'ensemble des pièces citées dans le cahier des charges sous peine de rejet.

La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours calendaires de 08h00 à 14h00, à partir de la première date de parution du présent avis dans la presse nationale et sur le site web: safqatic.dz.

Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des plis qui aura lieu, en séance publique, le jour de la date de dépôt, à 14h00, à l'adresse précitée.

Si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos hebdomadaire légal (vendredi ou samedi), la date de dépôt sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant, dans les mêmes heures.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

ANEP N° 2416037641 Le Quotidien d'Oran 28/11/2024



EPE/Spa Laiterie Fromagerie TESSALA

Filiale du groupe GIPLAIT, au capital social de 1 075 470 000 DA

N° d'identification fiscale : 0997 22 0022025 61

Route de Tenira Prolongée - B.P 157 Sidi Bel-Abbes ALGERIE

048 77-52-14

048 77-58-83

giplaits.tessala.sba22@gmail.com

AVIS DE PROROGATION DE DELAI

L'EPE/Spa Laiterie Fromagerie TESSALA, filiale du Groupe GIPLAIT, informe les entreprises intéressées par l'avis d'appel d'offres national et international restreint n°01/2024 paru dans la presse nationale le 05 novembre 2024 pour :

Fourniture, pose et mise en service d'une conditionneuse
thermo-formeuse pour le fromage fondu

Que la date limite de dépôt des offres, prévue initialement le 25/11/2024 est
prorogée au mardi 10 décembre 2024.

ANEP N° 2431101073 Le Quotidien d'Oran 28/11/2024

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'habitat, de l'urbanisme et de la Ville
Wilaya de Mascara
Direction des Equipements Publics
N° 2431101073 / D.E.P. / S.G.S/2024

Mascara le 21 NOV 2024

Monsieur Le Directeur
Des Equipement Publics

A

Monsieur Aichi Nabil

« Gérant de Groupement HIGH -TECH »

MISE EN DEMEURE N° 01

-Vu le décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des

délégations de service public, spécialement l'article N°149

-Vu le marché approuvé sous le N°134/2023 visé par le contrôleur budgétaire sous le N°960 en date du

06-11-2023 portant la Etude, Suivi pour la Réalisation d'une Ecole Primaire Type 02 à la Commune de Sidi

Kada Centre conclu avec le Bureau d'étude: Groupement HIGH -TECH (gérant Aichi Nabil) sisé à N°32

Rue Hammel Slimane Sakia El Hamra Sidi Bel Abbes .

-Vu l'ordre de service de commencement des prestations en date du 04/08/2024

-Vu le délai de suivi des travaux de 06 mois

- Vu l'importance du projet

- Vu la visite du 19/11/2024 du Monsieur le Wali de la wilaya de Mascara

- Vu la négligence de votre part en matière de suivi

Le bureau d'étude Groupement HIGH -TECH (gérant Aichi Nabil) dont le siège social est sisé à Sidi Bel

Abbes est mise en demeure dans le but de

- prendre sérieusement vos missions

-Assurer un suivi rigoureux sur le chantier suivant les articles contractuels.

-Respecter l'ensemble des tâches stipulées contractuellement.

Le délai d'exécution de l'objet de la présente mise en demeure est fixé à Huit (08) Jours :

Faute par le bureau d'étude de s'exécuter dans le délai arrêté ci-dessus, à compter de la première parution de

la présente mise en demeure sur l'une des quotidiens nationaux, la direction des équipements publics se

réserve le droit de lui appliquer les sanctions et mesures coercitives prévues par les réglementaires en vigueur

et notamment les dispositions du décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des

marchés publics et des délégations de service public et les clauses du cahier des prescriptions et du cahier des

prescriptions communes du marché sus visé .

La présente mise en demeure est publiée dans le bulletin des marchés de l'opérateur publics (BOMOP) et

dans deux quotidiens nationaux, diffusés au niveau national, également notifiée à l'entreprise.

Le délai d'exécution de l'objet de la présente mise en demeure commence à courir à compter de sa première

publication dans la presse ou le BOMOP .

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2431014860 Le Quotidien d'Oran 28/11/2024

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Chlef

Daira de Boukadir

Commune de Sobha

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

En application de l'article 65 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 qui régit les marchés publics, le président de l'APC de Sobha annonce à tous les soumissionnaires les résultats de l'avis d'appel d'offres national ouvert N° : 05/2024 publié le 28/10/2024 sur le journal "Nouvelle Algérie" en arabe et le 29/10/2024 sur le journal "QUOTIDIEN" en français, Après analyse et étude des offres, le marché est attribué comme suit

-acquisition de petit matériel et outillage et fournitures l'année 2024

LOT n° 01 - quincaillerie Générales .

LOT n° 02- matériel et fournitures d' Irrigation et plomberie sanitaire

LOT n° 03- matériel et fournitures Electricités .

Désignation de l'opération	Entreprise	Le montant des offres avec tous les frais avant correction	Le montant des offres avec tous les frais après correction	Critère de sélection
LOT n° 01 - quincaillerie Générales	BELKHOUDJA SEYF EDDINE NIF 19648220045319200200	3.433.623,62 DA	2.885.398,00 DA	MEILLEUR OFFRE
LOT n° 02- matériel et fournitures d'Irrigation et plomberie sanitaire	BENHADJ ZIANE OMAR NIF 192020800764196	2.745.050,00 DA	2.745.050,00 DA	Moins disant
LOT n° 03- matériel et fournitures Electricités	BENHEDDADA MOSTEFA NIF 17802120014319900202	4.629.250,00 DA	4.629.250,00 DA	MEILLEUR OFFRE

Un délai de 10 jours est fixé à partir de la date de publication de present avis pour formuler d eventuels recours conformément

aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 qui régit les marchés publics

Tout soumissionnaire qui veut voir les résultats de l'appel d'offres contacte le service comptabilité dans les trois (03)

jours de la date de la première parution du présent avis dans la première publication dans les quotidiens nationaux.

Fait à Sobha, le :

Le Président de l'APC

ANEP N° 2431014841 Le Quotidien d'Oran 28/11/2024

TF1

21.10 Commandant Saint-Barth



Série policière - France - 2024
Saison 1 - Episode 3/6
- Le mystère de la cage rouillée
Avec Florent Peyre, Philypa Phoenix, Yannig Samot, Joyce Bibring
Le commandant Saint Barth se découvre une passion commune avec Lou, la fille d'Avril. En effet, ils sont tous les deux passionnés d'apnée. Pour sécuriser le cadre de la jeune fille, Saint Barth propose de l'accompagner selon ses conditions. Le cadavre de Margot Rimmel est retrouvé dans une cage à requin.

TMC

21.25 Uncharted



Film d'action - Espagne - Etats-Unis - 2022
Avec Tom Holland, Mark Wahlberg, Alana Boden, Antonio Banderas
Le jeune et intrépide Nathan Drake réalise sa première chasse au trésor aux côtés de son partenaire Victor "Sully" Sullivan. Alors qu'il est sur la piste d'un butin inestimable, il découvre peu à peu que ce dernier a un lien avec la mystérieuse disparition de son frère aîné quelques années plus tôt.

3

JEUDI

21.05 Meurtres à...



Série policière - France - 2019
Saison 7 - Episode 1/7
- Meurtres à Colmar
Avec Pierre Arditi, Garance Thénault, Isabelle Candelier, Vincent Deniard
Etienne Ronsard, chirurgien humanitaire, se rend à Colmar pour découvrir les circonstances de la mort de son fils, Gilles, chef de la Crim'. Rapidement, il fait la connaissance d'Anaïs Lacombe, nouvelle responsable de la brigade qui vient de perdre son fiancé Arnaud, lui aussi policier.

CINE +
PREMIER

20.50 Le dernier samouraï



Film d'aventures - Etats-Unis - Nouvelle-Zélande - Japon - 2003
Avec Tom Cruise, Ken Watanabe, Timothy Spall, Billy Connolly
En 1876, le capitaine américain Nathan Algren, qui a servi sous le commandement du général Custer, est envoyé au Japon comme conseiller militaire de l'empereur Meiji. Ce dernier veut moderniser son armée au détriment de la caste des samouraïs.

6

21.10 Le meilleur pâtissier



Saison 13
Présenté par Laëtitia Milot, Cyril Lignac, Mercotte
Les candidats encore en lice retombent en enfance grâce à trois épreuves qui mobiliseront leurs compétences mais aussi leur âme d'enfant. La première consiste à reproduire leur chambre d'enfant, avec tous les détails qui font la singularité de chacun. Les ouvrages assemblés formeront une grande maison de poupée en gâteau.

CANAL+
GRANDECRAN

21.04 S.W.A.T. Unité d'élite



Film d'action - Etats-Unis - 2003
Avec Samuel L. Jackson, LL Cool J, Colin Farrell, Michelle Rodriguez
Si Dan Harrelson revient dans l'unité d'élite S.W.A.T., c'est pour former une nouvelle équipe dont il aura la charge. Contre l'avis de sa hiérarchie, ce vétéran regroupe de jeunes agents déjà intégrés, mais également quelques éléments au caractère bien trempé. Chris Sanchez, l'unique femme, Deacon Kaye et surtout Jim Street intègrent ainsi le programme d'entraînement intense.

CANAL+

21.00 Ligue Europa



Nice / Glasgow Rangers
Pour avoir un avenir dans la compétition, Gaëtan Laborde et les Niçois doivent prendre les trois points de la victoire ce soir face aux Rangers. Trente-deuxièmes du classement avec un bilan famélique de deux nuls et deux défaites, les Aiglons ne brillent pas sur la scène européenne. Pour autant, les joueurs de Franck Haise peuvent encore mathématiquement accrocher une place de barragiste.

RTL9

20.55 Plus jamais



Thriller - Etats-Unis - 2002
Avec Jennifer Lopez, Billy Campbell, Juliette Lewis, Dan Futterman
Slim, une jeune serveuse, était persuadée d'avoir trouvé l'homme idéal. L'heureux élu, Mitch, est un entrepreneur. Les jeunes mariés s'installent dans une banlieue chic et mènent une vie confortable. Mais après la naissance de leur fille Grace, Slim découvre avec horreur la véritable personnalité de son compagnon.

TF1

21.10 10 sur 10, combien tu te mets ?



Saison 1 - Episode 2
Présenté par Arthur
10 personnalités vont s'affronter lors d'un défi de taille. Lors de trois manches et une finale, ils devront répondre non seulement aux questions mais aussi s'autoévaluer. La difficulté des questions se décline par palier. La palier un étant le plus facile et correspond au niveau de primaire. Le palier 10 est du niveau universitaire.

2

21.05 Astrid et Raphaëlle



Série policière - France - Belgique - Suisse - 2024
Saison 5 - Episode 5/8
Avec Sara Mortensen, Lola Dewaere, Benoît Michel, Husky Kihal
Logan Willis, un père de famille appartenant à une communauté, est retrouvé assassiné dans un temple. Selon Fournier, le légiste, la victime a été tuée d'une balle dans le dos et d'une balle dans le ventre. Astrid et Raphaëlle découvrent bientôt que ce meurtre ressemble étrangement à celui de Joseph Smith.

3

VENDREDI

21.05 Téléthon 2024 : 38e édition



Présenté par Sophie Davant, Cyril Féraud
Le Téléthon transforme son plateau en scène de Broadway pour une soirée placée sous le signe du bal populaire. Le parrain Mika accompagne Sophie Davant et Cyril Féraud dans leur mission de valorisation des avancées médicales. Les chercheurs et familles témoignent de l'importance de la mobilisation pour développer de nouveaux traitements.

CINE +
PREMIER

20.50 Venom



Film fantastique - Etats-Unis - Chine - 2018
Avec Tom Hardy, Michelle Williams, Riz Ahmed, Scott Haze, Reid Scott
Une navette spatiale du projet Life, menée par le très riche scientifique Carlton Drake, s'écrase en Asie du Sud-Est, libérant des formes de vies extraterrestres contaminant la population locale. Certains spécimens, néanmoins, sont rapportés à San Francisco, dans les locaux de la société de Drake.

6

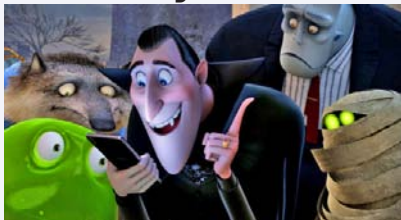
21.10 Jungle Cruise



Film d'aventures - Etats-Unis - 2021
Avec Dwayne Johnson, Emily Blunt, Jesse Plemons, Edgar Ramirez
Chercheuse intrépide, la doctoresse Lily Houghton quitte Londres pour explorer la jungle amazonienne à la recherche d'un remède miraculeux. Pour descendre le fleuve, elle engage Frank Wolff, un capitaine roublard aussi douteux que son vieux rafiot délabré. Bien décidée à découvrir l'arbre séculaire dont les extraordinaires pouvoirs de guérison pourraient changer l'avenir de la médecine, Lily se lance dans une quête épique.

CINE +
FAMIZ

20.50 Hôtel Transylvanie 2



Film d'animation - Etats-Unis - 2015
Mavis, la fille de Dracula, a enfin épousé Johnny. Le jeune couple accueille bientôt un ravissant bambin dans la maison. Son grand-père, Dracula, espère qu'il appartient aux créatures de la nuit et fait tout pour développer son potentiel surnaturel. Mais le temps passe et Dennis, âgé de cinq ans, semble être un garçon très ordinaire.

CANAL+

21.11 Bob Marley : One Love



Biographie - 2024
Avec Kingsley Ben-Adir, Tosin Cole, Lashana Lynch, Michael Gandolfini
L'auteur-compositeur-interprète jamaïcain Bob Marley fait face à l'adversité pour devenir le musicien de reggae le plus célèbre au monde. Le chemin qu'il a emprunté l'a amené à réaliser une musique révolutionnaire.

ACTION

20.50 Sniper Redemption



Thriller - Australie - 2023
Avec Sam Worthington, Matt Nable, Phoebe Tonkin, Susie Porter
Ancien sniper aujourd'hui instructeur dans l'armée, Logan menait une vie heureuse avant la mort de sa femme, enceinte, dans un terrible accident. Huit ans après, il ne parvient à remonter la pente. Pas plus que son fils Billy qui enchaîne les délits et les absences scolaires. Un ancien compagnon d'armes, devenu mercenaire, offre alors une mission d'une nuit à Logan, garantie sans tir lui assure-t-il.

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement:

- Oiseau de poche. A l'est d'Eden.
- Adopté en première lecture.
- Laisser sur le carreau. Cercle des habitués.
- Ça la fiche mal à la fin ! Liquide. Sur l'ardoise.
- Caractères de classe. Avait le coup d'œil !
- Les bois !
- En fis du beau ! Retour de scène.
- Mode d'emploi. Taupe royale.
- Fera part. Mince alors !
- Telles les flèches de Cupidon.

Verticalement:

- Tel le parnassien apollon.
- Mouvements folâtres. Mit au point.
- Guinde. Terme de l'espace.
- Partie visible de l'iceberg. Portion limitée.
- Attestation.
- Adopté en première lecture. A brillé avec éclat.
- Un petit bateau, qui va sur l'eau... Réfléchi.
- Personnel. Bien dans le vent.
- Bon à savoir.
- Premiers pas. Est pour personne !

T	I	C	E	R	I	A	N	N	O	I	S	S	I	M
E	T	A	G	E	N	E	R	U	E	D	N	A	R	G
L	E	N	I	A	D	E	D	U	T	I	T	L	U	M
B	V	A	E	E	C	N	A	S	S	I	A	N	E	R
A	E	L	E	M	N	E	O	R	G	E	T	B	E	C
S	L	T	B	D	E	O	C	R	M	U	R	E	T	R
E	E	O	E	E	R	S	I	N	U	U	D	S	E	O
S	N	T	L	F	N	O	R	T	E	E	F	O	R	U
S	R	U	R	O	F	R	C	E	A	D	N	R	R	T
E	O	U	C	E	U	E	R	I	V	R	A	N	E	A
M	S	A	L	E	A	E	R	I	R	E	C	O	P	
O	F	U	H	R	G	O	U	R	D	E	L	N	E	H
R	O	N	T	U	D	R	A	L	U	O	S	U	E	D
P	O	X	O	E	G	A	M	U	L	L	A	I	O	G
B	E	F	E	T	I	S	S	U	E	R	I	A	M	B

AEDE - ALLUMAGE - ARRET - BONHEUR
- BOULEVERSEMENT - CANAL -
DECADENCE - DEDAIN - EFFET - ELEVE
- ETRE - EXTRA - FACON - FOUGERE -
GENERATION - GOURDE - GRANDEUR -
HONNEUR - MAIRE - MISERICORDE -
MISSIONNAIRE - MOULE - MULTITUDE -
MURET - ORGE - PARFUM - POULE -
PROMESSE - RECIT - RENAISSANCE -
RENEGAT - REUSSITE - RIRE - ROSE -
SABLE - SNOB - SOULARD - SURF.

Les 9 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Bref, c'est mon 1er. Mon 2e est sot.
Mon tout est une basse salutation.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
P	I	T										
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

1	5	6	5	14	1	3	2	10	4
6	11	2	7	2	4	7			8
5	8	3		4			2	9	5
7		5	14	10	3	2	13	5	7
2	4	7	5	6	5		10	4	
16	10		9	2		13	2	3	5
5	14	15	5	3	5		6	5	17
4		6	5	5	9	9	5	7	
3	10	2		7	10	8			12
2	16	5	5		17	5	6	5	6
5	5		4	8	2		2	12	2
9	8	7	3	6	5	7		11	4
9	6		6	5	8	4	2	6	
5		4	5	5	7		6	3	11
7	10	2	5		5	1	5	5	7

Jeux proposés par Chérifa Benghani

FLÉCHÉS N° 9131

	NAVIRE DE MARCHANDISES						BIZARRE, VOUS AVEZ DIT BIZARRE ?
		NEGATION			SHOOT		
		CI CONTRE			RETIRE		
				NOTE	SITES		
				OUTIL DE MENUISIER			
	BREF, BRUSQUE, IMMEDIAT, MOMONTANÉ		BETE		BICYCLETTE		
			TERRES CEINTES		SEUL A BORD		
					CONTRACTÉ		
						PERSONNEL	
						CONGRÈS	
	CULTIVÉS, CALES		CRACK				TERRAIN
	PRIVATIF		LETTRES DE L'ATLAS				
					TRAIT D'UNION		AU SECOURS !
					BRAME		BISMUTH
						CUVETTE DE TOILETTE INTIME	
	DIVERTIR		CONTROLLER, METTRE A L'EPREUVE				
	LA TOILE						
						OISEAU CHANTEUR	
						CUBE DE JEU	
OBSTINÉ, TÊTU, TÊTE DE MULE					REFLECHI		
					QUE D'EAU ! QUE D'EAU !		
		SAINT					SOUPER REPAS DU SOI
		STATION DE BUS					

SUDOKU N° 2131

		5			2	7		
2					1			4
		8		6	7		5	
5	9	7		8	4	3		
			7	3			4	
4			5					
			6		3			5
9	5		1			4		
6	1			4	2			

LES SOLUTIONS

FLECHES N°9130

E	A	R	O	B	A	S	E
M	E	T	I	E	R	S	A
B	I	G	I	O			
A	M	O	T	E	U	R	
R	E	G	L	O	S		R
R	N	E		P	E	U	R
A	V	E	R	T	I	R	A
S	I	S		O	L	P	C
S	E		S	T	O	P	E
E	D	U		T	E	L	L
R	O	I		I	E		I
S	T	A	R		V	T	T

CROISÉS N°9130

FOUILLIS N° 9130 :
VALEUR (Va - Leur)

SUDOKU N°2130

6	9	3	8	1	7	5	2	4
7	8	5	2	4	3	6	1	9
2	4	1	6	5	9	3	7	8
5	7	9	1	6	4	2	8	3
1	3	8	7	2	5	9	4	6
4	6	2	3	9	8	1	5	7
9	1	4	5	7	6	8	3	2
8	2	6	4	3	1	7	9	5
3	5	7	9	8	2	4	6	1

CODÉS N° 9130

1	2	3	4	5	6	7
C	I	R	E	T	S	L
8	9	10	11	12	13	14
O	N	G	A	P	U	M
15	16	17	18	19	20	21
V	F	Q	B	X		



10 ERREURS



Trump fait planer la menace de guerres commerciales tous azimuts



Renouant avec la stratégie économique de son premier mandat, Donald Trump a relancé l'inquiétude sur des guerres commerciales tous azimuts en menaçant la Chine, le Canada et le Mexique d'augmenter les droits de douane dès son arrivée au pouvoir en janvier. «Le 20 janvier, pour l'un de mes nombreux premiers décrets, je signerai tous les documents nécessaires pour imposer au Mexique et au Canada des droits de douane de 25% sur TOUS les produits entrant aux Etats-Unis», a écrit lundi le président élu sur son réseau Truth Social.

Le milliardaire, qui avait déjà déclenché des affrontements commerciaux avec la Chine et l'Europe pendant son premier mandat (2017-2021), a aussi annoncé une augmentation des taxes douanières de 10%, venant s'ajouter à celles existant déjà et à celles supplémentaires qu'il pourrait encore décider, sur «tous les nombreux produits arrivant de Chine aux Etats-Unis».

Japon : le parquet présente ses excuses à un homme innocenté 46 ans après sa condamnation à mort



Un haut responsable du parquet japonais a présenté mercredi ses excuses à Iwao Hakamada, un ex-condamné à la peine capitale ayant passé près d'un demi-siècle dans le couloir de la mort avant d'être récemment acquitté.

Après un long combat judiciaire mené principalement par sa soeur, M. Hakamada, 88 ans, avait été déclaré fin septembre innocent du quadruple meurtre pour lequel il avait été condamné à mort.

Il a passé 46 années en prison. Le juge a estimé que des éléments de preuve contre M. Hakamada avaient été «fabriqués», et jugé que les interrogatoires qu'il a subis étaient «inhumains» et visaient à infliger une «douleur physique et mentale» ainsi qu'à obtenir «des déclarations sous la contrainte».

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Opération record d'Interpol contre les arnaques en ligne, 400 millions de dollars saisis



Faux policiers au téléphone, arnaque à la cryptomonnaie... L'opération annuelle d'Interpol de lutte contre la fraude en ligne a battu des records en 2024 avec plus de 5.500 arrestations et 400 millions de dollars saisis dans le monde, a annoncé l'institution mercredi. Baptisée «HAECHI V», elle s'est

déroulée entre juillet et novembre avec la collaboration de 40 pays, précise dans un communiqué l'organisation internationale de coopération policière dont le siège est à Lyon, dans le centre-est de la France.

Durant cette opération, des enquêteurs sud-coréens et chinois ont notamment démantelé

un vaste réseau de «phishing» au téléphone, au mode opératoire «sophistiqué»: les malfaiteurs se faisaient passer pour des représentants des forces de l'ordre pour soutirer de l'argent à leurs interlocuteurs. Plus de 1.900 victimes identifiées y ont au total perdu près d'1,1 milliard de dollars.

Belgique : des milliers d'enseignants manifestent contre les coupes budgétaires

Des milliers d'enseignants de Belgique francophone ont manifesté mardi contre les coupes budgétaires envisagées par les autorités en observant une journée de grève, premier mouvement social d'ampleur depuis le basculement à droite de la Wallonie en juin.

Les professeurs de maternelle, primaire et secondaire étaient appelés à cesser le travail par une intersyndicale et à mener des actions localement : piquets de grève devant les écoles, distributions de tracts aux automobilistes ou défilés. Quelque 3.000 personnes ont ainsi manifesté à Liège (est), selon la police.

Sous le slogan «Enseignant, oui! En signant, non!», ils s'inquiètent d'une diminution des budgets de fonctionnement et des emplois en particulier dans l'enseignement dit «qualifiant», dispensé aux élèves apprenant un métier technique. Les enseignants ont pris pour cible un projet de décret-programme du nouvel exécutif de la Fédération Wallonie-Bruxelles, qui prévoit des regroupements de classes quitte à supprimer l'apprentissage de certaines options dans un lycée technique.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

FEMME, REINE ÉTERNELLE

n'être qu'une argumentation totalement déphasée avec la réalité.

La femme n'a pas besoin d'avocats circonscrits pour qu'on lui accorde un strapontin dans la société. Elle a su trôner depuis toujours dans les hauteurs des responsabilités. Elle ne le doit ni à la générosité mesurée des hommes ni au baroud des féminismes renfrognés. L'équation de l'égalité entre hommes et femmes n'a pas raison d'être. Son résultat est d'avance faussé car la péjoration que l'on colle sur sa faiblesse est une dénaturation de la vérité. En tous lieux, à tous les

niveaux, au cœur de la famille, sa suprématie sinon ses pouvoirs sont incontestables sauf qu'elle a excellé à ne pas mettre en avant l'autoritarisme particulier et si cher aux hommes qui s'en servent comme voile et étendard d'une force mal assurée.

L'hypocrisie veut que l'on omette que c'est la mère qui donne la vie. L'accouchement est le summum des dons dont l'héritage est entretenu par la femme pour continuer à se semer la vie. Elle assume cette large responsabilité avec force et conscience, dans tous les nerfs de l'existence. Dans les écoles, les usines, les administrations, les tribunaux, les parlements pour que finalement prouver qu'elle a toujours été reine.

Brésil: Bolsonaro soupçonné de «participation active» dans un projet de coup d'Etat



Jair Bolsonaro a «participé activement» à un projet de Coup d'Etat pour se maintenir au pouvoir en 2022 et avait «pleinement conscience» d'un plan d'assassinat de son successeur Lula, selon un rapport de police accablant pour l'ex-président d'extrême droite.

Ce rapport de 884 pages a été envoyé mardi au bureau du procureur de la République Paulo Gonet, qui doit à présent décider s'il donne suite à la demande d'inculpation de la Police fédérale visant M. Bolsonaro et 36 autres personnes, notamment des militaires. «Les éléments de preuve obtenus tout au long des investigations ont montré sans équivoque que Jair Bolsonaro a planifié (...) et a pris part de façon directe et effective aux actes d'une organisation criminelle qui avait pour objectif un coup d'Etat qui n'a pas eu lieu en raison de circonstances allant contre sa volonté», détaille le rapport de police.